ISSN 0024-7650

Vendredi 21 février à Paris

20 h 30, Salle de la Mutualité

Meeting de Lutte Ouvrière, avec la participation de

Arlette Laguiller

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 923 - 8 février 1986 - prix : 6 F

Haïti :

les Etats-Unis à la recherche d'un dictateur de rechange

P. 16

Elections du 16 mars

Comment approuver le peu de bon de la gauche, sans approuver les mesures du gouvernement contre les travailleurs ?

Pages 3, 7, 8, 9 et 10

M 6189 - 923 - 6 F

SOMMAIRE

Dans le monde

Page 5 :
— Grande-Bretagne : Thatcher prend les vieux moyens contre les jeunes chômeurs.
— ONU : toujours la farce.

Page 16 :
— Haïti : les USA à la recherche d'une dictature de rechange.
— Détournement de l'avion libyen : le terrorisme des Etats en guerre contre les peuples.

Politique

Page 4 :
— Quilès en campagne.
— Dans les poubelles de l'extrême-droite calédonienne.

Page 6 :
— Courier des lecteurs.

Page 8 :
— Nationalisations, dénationalisations : les deux côtés d'une même médaille...

Page 9 :
— Ni pour ni contre la flexibilité, mais contre la loi.
— Ras-le-bol du combat des chefs.
— Des législatives aux présidentielles : "Moi, je...", par F. Mitterand.

Page 10 :
— Cinq ans de justice de gauche : des lois ont changé, pas la pratique.

Page 11 :
— Souscription pour les candidatures Lutte Ouvrière.

Social

Page 12 :
— MGF (Le Mans) ; Crédit Lyonnais (Levallois) ; CRAM (Rouen) ; Chausson (Gennevilliers) ; Peugeot ; Citroën (Aulnay) ; Câbles d'Autun.

Page 13 :
— Norton (La Courneuve) ; Atelier RATP-Championnet (Paris) ; SNCF ; EDF.

Loisirs et culture

Page 14 :
— Films : *Omar Gatlato* de M. Allouache ; *Ginger et Fred* de F. Fellini.

Page 15 :
— La comète de Halley.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris. (1) 48.74.29.74.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 6851 10 R.

IL Y A 30 ANS

QUAND LE PARTI COMMUNISTE SOUTENAIT LE SOCIALISTE GUY MOLLET QUI INTENSIFIAIT LA GUERRE D'ALGÉRIE

Le 31 janvier 1956, le gouvernement Guy Mollet était investi dans ses fonctions par le Parlement avec une écrasante majorité. Il avait le soutien de la majeure partie de la droite et celui de PCF. Il fut le plus long de la Quatrième république, et dura jusqu'en mai 1957. Une semaine après son investiture, Guy Mollet commença à trahir ses promesses électorales. Ce qui ne l'empêcha pas de recevoir par la suite, à nouveau, l'appui du PCF.

LE FRONT RÉPUBLICAIN ET LA CAMPAGNE POUR LA PAIX EN ALGÉRIE

Les élections législatives s'étaient déroulées le 2 janvier. Aucun parti n'obtint la majorité absolue à la Chambre. Le PCF avait 150 députés, le centre-gauche, Le Front Républicain, animé par le parti socialiste (SFIO) comptait 170 élus, le centre-droit 200, et l'extrême-droite poujadiste, nouvelle venue au Parlement, 52 députés.

Un gouvernement PS-PCF aurait bien entendu été arithmétiquement possible, mais la SFIO, qui affichait un vigoureux anti-communisme, était farouchement contre.

Il y eut finalement un gouvernement minoritaire à l'Assemblée, regroupant la coalition du Front Républicain, c'est-à-dire, en plus de la SFIO, le Parti Radical (Mendès-France), l'UDSR (Mitterrand), et des gaullistes, les Républicains Sociaux (Chaban-Delmas).

Le Front Républicain avait mené sa campagne au nom de la paix en Algérie. Car, depuis un peu plus d'un an déjà, ce que les politiciens appelaient encore *"le problème algérien"* s'était transformé en une véritable guerre. Déjà 110.000 soldats français, la plupart du contingent, étaient stationnés en Algérie.

Guy Mollet écrivait sans ambiguïté dans *L'Express* du 19 décembre : *"Saurons-nous répondre à la revendication universelle des peuples à qui l'Europe a enseigné la liberté des droits de l'homme et qui lui demandent maintenant de mettre elle-même ces leçons en pratique ?*

Saurons-nous faire de ces peuples nos associés et nos amis ? Les Français répondront le 2 janvier. Ils diront sans équivoque quel est leur choix entre cet avenir de réconciliation et de paix, et d'autre part une guerre imbécile et sans issue".

Il y eut relativement peu d'abstentions aux élections du 2 janvier et la gauche y gagna des voix.

Effectivement la majorité des électeurs avaient voté le 2 janvier pour la fin de la guerre d'Algérie.

GUY MOLLET DÉCIDE DE CONTINUER LA "GUERRE IMBÉCILE ET SANS ISSUE".

Le 6 février, Guy Mollet se rendit à Alger pour y installer lui-même le nouveau gouverneur qu'il venait de désigner, le général Catroux, réputé libéral et censé inspirer confiance aux Musulmans. Il fut accueilli par une manifestation violente des pieds-noirs qui le bombardèrent à coups de tomates pourries et hurlèrent : *"Mollet au poteau", "Catroux à la mer".*

Affolé, Guy Mollet téléphona à Catroux qu'il acceptait sa démission, et ensuite ce fut la reculade sur toute la ligne. Guy Mollet déclara : *"La France se battra pour rester en Algérie, elle y restera".* Et son gouvernement prit des mesures pour intensifier l'effort de guerre.

Ces mesures furent dénoncées notamment par *L'Humanité* qui écrivait, le 28 février : *"Il s'agit bien d'une nouvelle sale guerre, contre un peuple tout entier dressé pour conquérir sa liberté".*

Seulement, pour aider ce peuple en lutte... le PCF accepta de voter le 12 mars les pouvoirs spéciaux que Guy Mollet réclamait en Algérie *"pour prendre toutes les mesures exceptionnelles commandées par les circonstances en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens, et de la sauvegarde du territoire".* C'est ce texte on ne peut plus clair qui fut approuvé par le PCF...

Le 15 mars, Guy Mollet décida d'envoyer des renforts en Algérie. Ce jour-là, ce fut au tour du Conseil de la république (ce qui tenait lieu de Sénat à l'époque) de voter les pouvoirs spéciaux. Le groupe communiste les vota également.

Par la suite, les dirigeants du PCF prétendirent qu'ils s'étaient fait duper, qu'ils avaient trop fait confiance aux socialistes. Ils auraient soi-disant accepté de voter les "pouvoirs spéciaux" à Guy Mollet en croyant que ces pouvoirs spéciaux allaient permettre au gouvernement de faire plus facilement la paix en Algérie.

Mais on voit qu'à l'époque le PCF ne se faisait guère d'illusion, qu'il avait parfaitement compris que les "pouvoirs spéciaux" ne serviraient qu'à renforcer l'action militaire de la France.

LE PCF SE GARDE DE SOUTENIR LA RÉVOLTE DES RAPPELÉS

Guy Mollet augmenta la durée du service militaire, renvoya en Algérie une partie de ceux qui avaient fait déjà leur service — les rappelés —, accentuant une mesure qu'avait déjà commencé à appliquer le gouvernement précédent, et expédia massivement le contingent dans la colonie.

Ce fut parmi les rappelés que des troubles éclatèrent. Spontanément, des milliers d'entre eux manifestèrent, bloquèrent le départ des trains, etc. Parmi eux, nombre de militants communistes. Mais le PCF se garda d'encourager et d'organiser cette révolte. Abandonnés, les rappelés partirent se battre en Algérie. A la fin de l'année 1956, les troupes françaises en Algérie étaient passées à 500 000 hommes, et le peuple algérien subissait en grand les massacres, la torture, la terrible répression de la guerre coloniale.

Quant au PCF, il ne prit ses distances d'avec le gouvernement Guy Mollet que progressivement. Le 5 juin, les députés PCF se contentèrent de s'abstenir sur un vote de confiance concernant la politique algérienne de Guy Mollet, et il fallut attendre le 28 juillet pour qu'ils votent pour la première fois contre le gouvernement, au sujet du budget.

C'était il y a trente ans. De l'histoire ancienne ? Nombre des politiciens de cette époque vivent encore. Mitterrand, ministre dans le gouvernement Guy Mollet, est aujourd'hui président de la république.

Le PS n'a jamais reconnu sa trahison électorale de 1956, il n'a jamais condamné son attitude lors de la guerre d'Algérie.

Le PCF n'a jamais admis sa trahison des travailleurs à l'occasion du soutien au gouvernement Guy Mollet.

Ils ont tous passé l'éponge sur cette période. Pour eux, les trahisons, ce n'est pas un problème. A l'occasion, ils seraient tout prêts à recommencer.

Patricia RIHOIT

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Code Postal _____ Ville _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.
A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

ÉDITORIAL

DES LISTES DE CANDIDATS LUTTE OUVRIÈRE
POUR QUE LES TRAVAILLEURS PUISSENT DIRE DANS QUEL SENS ILS VEULENT VOIR CHANGER LA POLITIQUE

Le Parti Communiste dit qu'il serait utile de voter pour lui, que le Parti Communiste doit faire un bon score, pour avoir davantage de députés. Plus il y en aurait, et plus il y aurait de chances d'infléchir la politique d'un gouvernement de gauche, si la gauche était encore majoritaire ; ou plus il y aurait de chances de retenir les socialistes par la veste pour les empêcher de faire alliance avec des hommes de droite ou des centristes. Pour cela, il faudrait beaucoup de députés communistes. De ces députés, *"on en a bien besoin"*, disent les affiches du PC.

Le problème que peuvent quand même se poser les travailleurs, c'est que les députés communistes de l'actuelle assemblée, apparemment, n'ont pas servi à grand chose. Le PC a cautionné le début de la rigueur. Pendant deux ans et plus, ses députés n'ont rien pu ni rien voulu faire. Et finalement, les ministres communistes sont partis.

Alors, est-ce que les députés communistes sont vraiment, comme l'écrit *L'Humanité, "des élus sur lesquels on pourra compter quoi qu'il arrive"* ? Est-ce que l'argument du PC est véritable ? Est-ce que ça peut avoir une importance, d'en avoir beaucoup ou peu, s'ils sont sages et soumis ?

Il y a à l'heure actuelle 44 députés communistes qui sont inefficaces. Le PC reconnaît lui-même qu'ils n'ont rien pu faire. S'il y en avait davantage, cette fois, est-ce que ça changerait les choses ? Ou seraient-ils autant de fois plus inefficaces ?

Ça dépend. Si la gauche était majoritaire ou presque, le Parti Socialiste pourrait avoir besoin des députés communistes pour faire une majorité. Mais est-ce que le nombre de députés communistes, 30, 50 ou davantage, aurait une importance ? Le PS peut avoir besoin des députés communistes ou pas. Le PS peut leur préférer l'appui de députés de droite (pardon, de députés prétendus libéraux), ou pas. Mais ce qui obligerait le Parti Socialiste à chercher du côté des premiers plutôt que des seconds n'a rien à voir avec l'arithmétique parlementaire.

Ce qui est vrai, par contre, c'est que si beaucoup de voix se portaient sur le Parti Communiste, si le score du PC remontait, alors même que ça n'aurait aucune influence au Parlement, cela aurait quand même une certaine répercussion dans l'opinion.

Oui, là, toute la presse de droite, de gauche, la presse prétendument apolitique, serait bien forcée de noter que le score du PC remonte ; donc que les idées communistes ne sont pas des idées périmées ; que le seul grand parti qui se présente comme celui des travailleurs, dans cette période de crise, retrouve de l'audience.

Oui, cela serait important. Et cela contredirait tous ceux qui disent que le communisme est dépassé ; que la lutte de classe est caduque.

Le dommage, c'est que la politique du PC est ambiguë. D'un côté, bien sûr, depuis qu'il a quitté le gouvernement, le PC essaie, dans la classe ouvrière, de dire que les travailleurs n'obtiendront rien sans luttes, sans grèves ; que ce sont eux qui pourront imposer des changements à leur sort, à leur vie. Il le dit maintenant que la classe ouvrière est découragée par la politique de la gauche au gouvernement, qui a été celle du PC pendant deux ans et demi.

Mais si le PC ne disait que cela, que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, nous serions les premiers à faire voter pour ses candidats. Car effectivement, si le PC augmentait ses voix dans ces conditions, le vote des électeurs, des travailleurs communistes, serait clair et ne pourrait être présenté autrement.

Mais le PC n'a malheureusement pas que cette politique-là. Il dit aussi qu'il lui faut beaucoup de voix pour revenir au gouvernement, avec le Parti Socialiste qu'il critique tant. Son seul programme, et il le dit, et il insiste, c'est encore l'union de la gauche, toujours l'union de la gauche.

Les communistes ont mené pendant plus de deux ans, avec les socialistes, une politique sage, raisonnable. Ils parlent encore et toujours de le refaire. Une partie de leurs électeurs le souhaitent. Alors, si le PC augmente ses scores, est-ce que beaucoup ne se diront pas que les quelques pour-cent de voix en plus viennent de gens qui approuvent la future union de la gauche nouvelle manière ? Qui veulent voir revenir au gouvernement un Parti Communiste bien compréhensif aux intérêts de la bourgeoisie ?

C'est pourquoi, approuver la politique du Parti Communiste dans l'espoir qu'un PC plus fort puisse changer les choses n'est pas un vote plus clair que d'approuver celle du Parti Socialiste en espérant qu'il nous protégera de la droite, alors qu'il lui a préparé son retour.

Voilà pourquoi *LUTTE OUVRIÈRE* présente des listes de candidats dans trente-trois départements, les plus industrialisés. Afin de permettre aux travailleurs de donner un sens très clair à leur vote. Même si le bulletin de vote ne peut pas servir à grand chose, même s'il n'a jamais changé le sort de la classe ouvrière, il peut au moins exprimer un choix et servir à se compter.

Voter pour nos candidats sera dire dans quel sens les travailleurs veulent aller. Car voter à gauche ne suffit pas. Voter pour les socialistes, c'est voter pour un petit peu de gauche, mais beaucoup, et de plus en plus, de droite, et c'est voter pour des gens qui vont vers la droite.

Le vote pour le PC est aujourd'hui plus significatif que le vote pour le PS, mais il est une autre forme de piège.

Les travailleuses et travailleurs qui voudront dire dans quel sens ils veulent que les choses évoluent ; qui voudront dire qu'ils veulent qu'elles évoluent à gauche, pourront voter pour l'extrême-gauche, pour les candidatures de *LUTTE OUVRIÈRE*.

Un député d'extrême-gauche à la place d'un député de gauche, ça ne changerait pas la majorité. Mais ça dirait dans quel sens les travailleurs veulent voir changer la politique du gouvernement.

Arlette LAGUILLER

ATTENTATS À PARIS

CEUX QUI VOUDRAIENT PROFITER DU CRIME

Si l'explosion de la Tour Eiffel n'a pas eu lieu, la bombe ayant été découverte avant, si celle de Gibert Jeune n'a fait que des blessés légers (quatre), celle de la Galerie du Claridge aux Champs-Elysées a fait huit blessés dont trois graves, et celle de la Fnac dix dont sept ont été hospitalisés et un amputé. Ces attentats ont-ils la même origine que ceux du mois de décembre dont la cible avait été les grands magasins du "Printemps" et des "Galeries Lafayette" ? Toujours est-il que tout le monde a fait le rapprochement.

Le caractère odieux de tels actes aveugles, quelle que soit la cause qu'ils peuvent prétendre défendre est unanimement dénoncé. La radio, la télévision, les journaux, et même le ministre de l'Intérieur Joxe, parlent d'un terrorisme provenant du Moyen Orient, appuyant leurs dires sur une revendication par un "Comité de solidarité avec les prisonniers du Moyen-Orient", et sur le fait que l'une des bombes de décembre aurait été enveloppée dans un journal koweitien.

Le propre de ce genre d'attentats est justement qu'ils ne peuvent être revendiqués preuves à l'appui par leurs auteurs, et qu'ils permettent en conséquence toutes les suspicions, toutes les revendications et aussi toutes les manipulations.

La presse avance même plus précisément que ce sont des groupes en liaison avec l'Iran de Khomeiny, ceux qui détiennent les quatre otages français au Liban, qui n'ayant pu faire aboutir un échange des otages contre les membres du commando qui avaient tenté d'assassiner l'ancien ministre du Shah Chapour Bakhtiar, aujourd'hui emprisonnés en France, seraient à l'origine de cette vague d'attentats. Ce qui ne peut être exclu, encore qu'on ne voit pas en quoi les attentats accélèreraient leur libération plutôt qu'ils ne la bloqueraient.

Toujours est-il que comme chaque fois en pareil cas, cela s'est traduit par la mise en place de mesures de sécurité exceptionnelles et un renforcement de la surveillance policière. Ça n'arrêtera sans doute pas les terroristes mais gare aux resquilleurs dans le métro... Un Conseil des ministres restreint s'est réuni le lendemain même de l'attentat à la Fnac, officiellement pour tranquilliser la population, et officieusement sans doute pour répondre à l'offensive politique de la droite qui s'est immédiatement emparée de l'affaire.

Pour Poniatowski (UDF), Mitterrand est *"responsable en partie"* car il a fait libérer les militants d'Action Directe. Pour Pasqua (RPR), ces attentats sont dus *"aux carences du ministre de l'Intérieur et du pouvoir socialiste"*. Pour Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF) c'est non seulement *"la carence et l'incompétence"* du ministre de l'Intérieur, mais aussi la faute du gouvernement qui traite avec les terroristes de tout bord. Chirac ainsi que Le Pen, dans leurs meetings électoraux respectifs, n'ont pas manqué non plus d'y aller de leurs flèches.

L'adage veut que l'on cherche à qui profite le crime. S'il est encore difficile de le dire, on sait déjà au moins qui voudrait bien en profiter.

Louis GUILBERT

Quilès en campagne

Paul Quilès est un ministre de la Défense actif. A peine descendu de son raid aérien, il passait commande de 1 400 chars de combat "Leclerc" pour l'armée de terre, signait le bon de commande du super-porte-avions nucléaire *Richelieu* pour la marine et se préparait à acheter des avions-radar pour l'armée de l'air.

Cette frénésie de petits cadeaux aux militaires des trois armes va nous coûter cher. Très cher même. Un seul char "Leclerc" représente la bagatelle de 20 millions de francs, soit à lui seul ce qu'a collecté Coluche pour ses restaurants du cœur. Et il y en a 1 399 autres ! Le porte-avions coûtera à lui seul 7 milliards. Et l'ensemble du dispositif qui doit l'accompagner 17 milliards. Sans compter les avions qu'il embarquera ! Quant aux avions-radar en cours de négociation, leur coût n'est pas encore fixé. Mais ils seront très chers !

On dit que la signature du bon de commande d'un porte-avions se fait traditionnellement dans la discrétion. Cette fois, ce fut en présence de la presse dûment convoquée... Le gouvernement de gauche voudrait se faire ainsi un peu de publicité auprès des militaires et, derrière eux, en direction de l'électorat de droite, qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

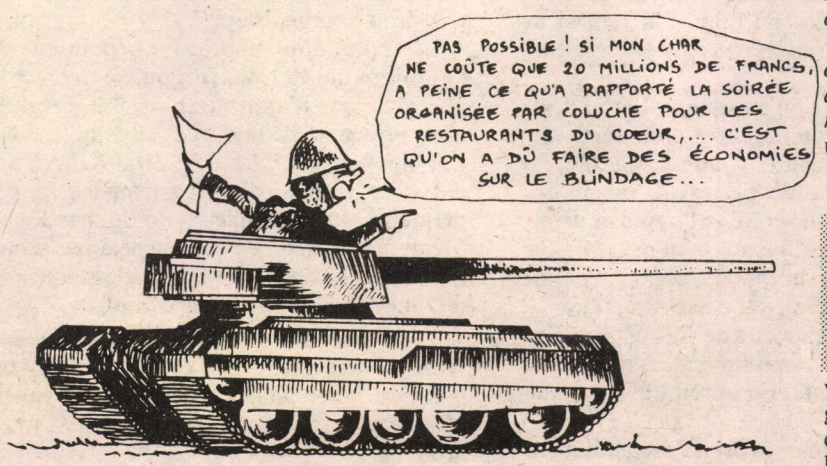
Cette exploitation un tantinet électorale de leurs faits et gestes est somme toute de bonne guerre. Mais il ne s'agit pas que de cela. Les socialistes montrent ainsi surtout leur capacité à mettre en œuvre une politique qui défend les intérêts des capitalistes français de par le monde.

Car si les commandes militaires sont autant de subventions directes aux patrons, elles ne visent pas qu'à cela. Les arguments mis en avant pour justifier le *Richelieu* sont éloquents. Véritable petite armée autonome grâce à son énergie nucléaire, il pourra intervenir n'importe où sur la planète, sans la *"moindre contrainte diplomatique"* et en disposant d'une *"possibilité de déploiement lointain"*. Et un jounal comme *Le Figaro* n'hésite pas à préciser les véritables objectifs : *"Dakar ne sera plus qu'à quatre jours des côtes françaises. Le Cap à douze jours"*. Et de mettre les points sur les "i" de cette stratégie planétaire : *"Il suffit de rappeler, pour mesurer cette capacité d'intervention, que plus des deux tiers de la population mondiale et donc de ses activités industrielles et urbaines sont concentrées à moins de 300 kilomètres des côtes"*.

Après les élections, Quilès ne sera probablement plus ministre. Mais il aura laissé un héritage et bien mérité de la patrie comme Hernu !

Coluche et des milliers de braves gens ont collecté deux milliards de centimes pour ceux qui ont faim. Le jour même, les hommes politiques qui se faisaient de la pub autour de lui passaient commande de 1 400 chars... à deux milliards de centimes chaque. Devinette : qui sont les enfoirés ?

L'ARMÉE JAMAIS CONTENTE....



L'arme à droite

C'est tout juste si le tribunal de Bobigny ne s'est pas platement excusé, le 31 janvier dernier, d'avoir à juger le capitaine Barril. L'ancienne vedette de la Gendarmerie Nationale est accusée, en effet, d'avoir livré un stock d'explosifs et de munitions du GIGN à des trafiquants d'armes liés à l'extrême-droite.

Mais, bien sûr, Barril n'est au courant de rien : il a bien donné quelques explosifs, mais c'était à des amis, pour aménager des fosses de ball-trap... Et il n'a jamais entendu parler de munitions. Si bien que le juge a quand même dû le sermonner un peu : *"Vous savez bien, tout de même, qu'on ne donne pas comme ça des trucs quand même dangereux..."*

C'est pas possible : ils embauchaient des enfants de chœur, au GIGN !

Ponia veut rempiler

Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur de Giscard, maire de l'Isle-Adam, a organisé dans sa commune un référendum sur la création d'une police municipale. 42,99 % des électeurs de l'Isle-Adam, petite ville BCBG du Val-d'Oise, ont participé à la consultation et 59,9 % des participants se sont déclarés pour une telle création.

Pour Poniatowski, c'était là l'occasion de dénoncer le *"manque de moyens de la police nationale"*. Ponia dénonce l'insécurité entre autres due au *"laxisme foncier de l'Etat et* (à) *la délinquance de Paris qui s'expatrie"*.

"Je n'exploite pas l'insécurité car elle existe et, si l'Etat défaille, c'est aux municipalités de prendre leurs responsabilités". Et c'est sans doute un hasard si, à Paris, ce sont deux maires d'arrondissement UDF, comme Ponia, qui ont pris la même initiative auparavant. Mais n'allez pas penser que le parti de Giscard compte faire du thème de l'insécurité un thème de propagande électorale...

Ponia est tout de même prudent : la police municipale ne sera créée à l'Isle-Adam que si la création d'un commissariat dans cette ville est refusée. Pour cela, il compte aller, dès le 17 mars, voir le nouveau ministre de l'Intérieur, dont il prend même la peine de décrire les qualités : *"Il faut quelqu'un qui ait la connaissance de la police, du ministère de l'Intérieur et qui ait la capacité de redonner confiance à un ministère découragé"* explique-t-il ingénuement. Un ministre qui serait tout le portrait de Ponia, quoi...

Bon sang mais c'est bien sûr !

Le changement de régime survenu au Yemen du Sud, à la suite de la guerre civile provoquée par une partie de l'armée, a manifestement plongé les dirigeants de l'URSS dans l'embarras. L'ancien président Ali Nasser Mohamed était au mieux avec les Soviétiques, ce qui permettait à l'URSS de pouvoir utiliser le port d'Aden comme base navale.

Donc, tout naturellement, les rebelles furent d'abord traités de contre-révolutionnaires par les médias soviétiques. Et puis, les heures passant et la défaite des partisans de l'ancien président devenant évidente, les rôles furent inversés. C'est Ali Nasser Mohamed qui devient contre-révolutionnaire et celui qui le remplace — l'ancien Premier ministre Al Attas — qui est reconnu comme le seul pouvoir légitime, avec la bénédiction de Moscou.

Il faut dire qu'entre-temps Al Attas était venu à Moscou rassurer les dirigeants soviétiques : tout resterait comme avant en ce qui concerne les relations entre l'URSS et le Yemen du Sud... en particulier l'utilisation de la base d'Aden.

Alain LEMART

Le "Sourisseau" dans le cagibi

Un simple "Sourisseau" (c'est son nom) faisait la taupe en Bretagne (pour le KGB).

Que reproche-t-on à cet ancien sous-officier de l'armée française en retraite ? Il observait les allées et venues des sous-marins nucléaires français de la base de l'Ile Longue, non loin de Brest. Certes, avoir l'œil vif est une mission difficile pour une taupe mais, plutôt qu'une arrestation, c'est une décoration qu'il méritait.

A l'époque où des dizaines de satellites d'espionnage quadrillent le ciel, avec la capacité d'observer les déplacements au sol d'objets de quelques mètres, si le Sourisseau en question a réussi à vendre des renseignements aux Russes sur les entrées et sorties de sous-marins que n'importe quel habitant de la région peut observer, cela prouve qu'il peut exister quand même dans la caste des sous-officiers de l'armée française, des gens pas si bêtes que certains osent le dire !

Bien sûr, pour étoffer l'affaire, quatre diplomates soviétiques en poste en France ont été priés de réintégrer leurs pénates en URSS, avec, en réponse du berger à la bergère, l'expulsion immédiate de quatre diplomates français du territoire soviétique. Mais cela fait partie de la règle du jeu.

En période électorale, cela permet au gouvernement socialiste de montrer sa fermeté à l'égard de l'URSS, et par conséquent de flatter un certain nombre de préjugés anticommunistes et antisoviétiques chez les petits bourgeois.

Faut rien rater !

Recherche prête-nom désespérément

A la suite des attentats sur les aéroports de Vienne et Rome, le président Reagan avait décidé le boycott économique de la Libye, accusée d'orchestrer les actes terroristes.

Au moment de quitter la Libye (ce départ devait s'effectuer le 1er février), les responsables des compagnies américaines, pétrolières en particulier, se font tirer l'oreille. On ne laisse pas comme ça un milliard de dollars de manque à gagner annuel !

Alors, pour tenter de ménager la chèvre et le chou, ces compagnies se sont lancées dans la recherche de sociétés de "couverture" d'une autre nationalité...

Les vertueuses indignations et les grands sentiments d'un président sont une chose, et les affaires en sont une autre.

Dans les poubelles de l'extrême-droite calédonienne

A Nouméa, un nouveau quotidien doit voir le jour le 10 février : *Le Journal de Nouvelle-Calédonie*. Jusque-là, en Nouvelle-Calédonie, il n'y avait qu'un seul quotidien, *Les Nouvelles calédoniennes*.

Le 1er février, le rédacteur en chef du nouveau journal, Jean-Paul Besset, était brûlé par de la soude caustique répandue sur les sièges de sa voiture. Le même jour, une sécrétaire de rédaction était poursuivie par une 505 conduite par trois Européens qui cherchaient à provoquer un accident.

Pourtant, ce n'est pas vraiment un journal subversif que Besset se propose de créer à Nouméa : le directeur de la publication est le chargé d'affaires de Gaspard Ravel, une des plus grosses fortunes caldoches du territoire. La seule ambition affirmée de la nouvelle équipe rédactionnelle, qui serait plutôt mitterrandiste, est de faire un journal d'information. Ce ne serait pas le cas du seul quotidien actuel du territoire, aux dires mêmes de son rédacteur en chef, qui *"ne prétend pas faire un journal intelligent (...) Le seul intérêt d'un journal, c'est d'empêcher les épluchures de coller au fond des poubelles. S'il y a les* Nouvelles *dans toutes les poubelles de Nouméa, je suis content."*

Apparemment, l'extrême-droite caldoche ne désire pas autre chose pour les habitants de Nouvelle-Calédonie...

Dany-le-rouge, Dany-le-vert, les couleurs du temps

Cohn-Bendit, venant soutenir les Verts à Saint-Etienne, a déclaré : *"Il faut qu'en France se développe une force écolo-libérale-libertaire"*. Il veut même en faire une majorité. Avec qui ? *"Dans le sens superstructurel, je suis rocardien. Rocard a des aspects libéral-libertaire... Je suis pour que les Français soient rocardiens (...) Si Rocard faisait 45 % et les Verts 10 à 12 %, il serait enfin possible de changer positivement et durablement la société française."*

On est bien loin de Mai 68 et de *"Une seule solution, la révolution"*. Cohn-Bendit se sent même obligé de dire : *"Rien ne me lie à la droite... Dans le débat structurel, je me situe à gauche"*. Mais c'est pour ajouter : *"Je suis un militant anticommuniste fervent"* et rejeter dos à dos le PCF et la droite. Cohn-Bendit a bien suivi la mode. Du gauchisme au centrisme, d'un anti-électoralisme affiché au parlementarisme le plus plat.

Ballotté par toutes les vagues... même de reflux.

INTERNATIONAL

GRANDE-BRETAGNE

CONTRE LES JEUNES CHÔMEURS...
THATCHER PREND LES VIEUX MOYENS

Mme Thatcher se targuait d'avoir définitivement mis un terme à la hausse du chômage en Grande-Bretagne. Elle avait même réussi à jeter plus de 30.000 mineurs sur le pavé, à l'issue de leur grève, sans que cela se voie dans les statistiques.

Eh bien, maintenant, c'est fini. Depuis deux mois, malgré tous les efforts des statisticiens officiels, malgré les modifications dans le recensement des chômeurs, le nombre des sans-emplois augmente.

Avec 3,4 millions de chômeurs "officiels", la Grande-Bretagne dépasse le cap des 14% de la population active, c'est-à-dire plus qu'aux pires moments de la crise des années 30 !

Et pourtant, le gouvernement Thatcher en a retiré des gens des statistiques officielles ! Les jeunes qui sont arrivés trop récemment sur le marché du travail, les femmes mariées qui n'ont pas intérêt à demander d'allocation chômage à cause du système d'allocations sociales en vigueur, les adultes qui ne "cherchent plus réellement du travail", les "vieux" qui ne sont pas encore assez vieux pour être retraités, mais trop pour retrouver un emploi. Sans compter tous les programmes d'emplois ou de formations temporaires qui, moyennant un "salaire" variant entre 1460 et 3200 F par mois, permettent d'un bout de l'année à l'autre d'écarter 495000 chômeurs des statistiques officielles.

Las ! Toutes ces contorsions n'auront servi à rien ! Mais qu'à cela ne tienne, la "dame de fer" a plus d'une corde à son arc.

Pour commencer, elle veut décourager les entreprises de licencier. Et pour cela, elle compte mettre fin aux ristournes fiscales dont elles bénéficiaient chaque fois qu'elles versaient une indemnité de licenciement !

Voilà qui va beaucoup impressionner les grands licencieurs britanniques. Par exemple le magnat de la presse Murdoch, propriétaire du *Times* entre autres, qui est en train de licencier 5000 de ses salariés pour faute grave — et donc sans indemnité — parce qu'ils refusent d'être déqualifiés !

Mais surtout, Margaret Thatcher a trouvé la pierre philosophale, c'est-à-dire la "vraie" cause du chômage. Le profit ? L'avidité insatiable des capitalistes ? Non, vous n'y êtes pas : ce sont les jeunes de moins de 21 ans ! Ces satanés gamins sont trop payés, dit-elle, et c'est pour cela qu'ils ne trouvent pas d'embauche.

Alors, au lendemain de l'annonce de ces chiffres si peu présentables, son gouvernement a annoncé un nouveau projet de loi : dans ce pays où il n'existe pas de salaire minimum, et où les salaires d'embauche sont fixés branche par branche dans le cadre de Comités des Salaires spécifiques, dorénavant les mini définis par ces comités ne seront plus applicables aux moins de 21 ans.

François ROULEAU

Des milliers de jeunes anglais manifestant en 1981 contre le chômage.

UNE NOUVELLE ÉPREUVE DE FORCE

5000 GRÉVISTES LICENCIÉS DANS L'IMPRIMERIE

News International, premier groupe britannique de presse, qui publie le *Times* et le *Synday Times* (deux journaux bon chic, bon genre) mais aussi le *Sun* et *News of the World* (deux feuilles à grand tirage et à petits scandales), vient de licencier 5000 de ses ouvriers.

Tirant les leçons de la grève de onze mois qu'avait connue le *Times* en 1978, Murdoch, le propriétaire du groupe, avait bien préparé son coup.

Grâce aux sacrifices, et en particulier aux licenciements qu'il avait obtenus des syndicats, Murdoch s'est offert une gigantesque imprimerie ultra-moderne à Wapping près de Londres. Puis il a donné le choix à ses ouvriers londoniens : ou bien ils allaient à Wapping en acceptant que toutes les qualifications, tous les salaires, tous les accords antérieurs ainsi que les effectifs soient revus en fonction des nouvelles méthodes de travail, ou bien c'était la porte. En même temps, il exigeait des syndicats un accord comportant une clause anti-grève. Pendant ce temps, les agents recruteurs de Murdoch se mettaient en chasse pour trouver assez de main-d'œuvre pour faire tourner la nouvelle usine, au cas où...

Le jour même où les 5000 ouvriers des usines londoniennes se sont mis en grève, Murdoch mettait l'usine de Wapping en marche. Il avait même trouvé un syndicat, l'EETPU — le syndicat des électriciens — pour négocier l'accord qu'il voulait. Et le lendemain, chacun des 5000 grévistes recevait une lettre de licenciement pour refus de travail.

Depuis, la situation n'a guère évolué. Un certain nombre d'imprimeries provinciales du groupe se sont mises en grève en solidarité avec les licenciés. Mais Murdoch a aussitôt trouvé l'appui des tribunaux contre ces grèves, illégales aux yeux de la loi anglaise, et les syndicats ont reculé.

A Londres même, après des débuts chaotiques, Murdoch a réussi à sortir une bonne partie de son tirage dans l'usine de Wapping, transformée pour les besoins en bunker, entourée de barbelés et d'effectifs policiers impressionnants. Et, toujours en utilisant la complaisance des tribunaux, il s'est donné les moyens de faire condamner lourdement tout syndicat et même tout individu qui chercherait à s'opposer au fonctionnement de l'usine de Wapping.

C'est-à-dire qu'on en est revenu à une situation un peu similaire, bien qu'en plus réduite, à la grève des mineurs de 84-85. Derrière Murdoch, il y a bien sûr le patronat de la presse — partout se pose le problème de la mise en place des nouvelles technologies — mais aussi le gouvernement Thatcher, sa police et ses tribunaux. En face, il n'y a que 5000 ouvriers, pour l'instant paralysés par la loi, qui représentent une force, oui, mais seulement si eux aussi cherchent à utiliser la force de leur classe. En cherchant des appuis dans le reste de la classe ouvrière, en s'adressant aux centaines de milliers de travailleurs qui sont aujourd'hui visés par des plans de rentabilisation analogues, pour les entraîner dans la lutte et défier le pouvoir qui les condamne au chômage.

Et pour cela, les grévistes ne peuvent compter sur personne, et surtout pas sur leurs propres syndicats, même s'ils se disent aujourd'hui "de gauche", et crient au loup contre le syndicat "jaune" des électriciens.

ONU

TOUJOURS LA FARCE

La désignation du vice-président de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU provoque un scandale. Ce représentant de l'Allemagne de l'Est a en effet eu en avril 1944 sa carte du Parti National-Socialiste. On n'en sait pas plus. Bien entendu, il a pu, comme des centaines de milliers d'Allemands à l'époque, obtenir une telle carte sans être véritablement nazi ou, s'il l'a été, avoir changé d'opinion par la suite. Disons simplement que, pour bien des victimes du nazisme, ce choix rappellera de mauvais souvenirs...

Quant au président, il est Colombien et ambassadeur. C'est peut-être un homme honnête, mais la Colombie ne s'est pas précisément fait remarquer, ces temps derniers, par son souci du respect des droits de l'homme. Des reportages ont révélé les horreurs des prisons colombiennes. L'armée et la police qui ont donné l'assaut au Palais de Justice de Bogota occupé par des guérilleros, massacrant ceux-ci et vraisemblablement leurs otages avec, n'ont pas fait preuve d'une attitude particulièrement humaniste. Et l'on sait que, si le volcan Nevado Del Ruiz a enseveli toute une ville, c'est parce que les autorités ne savaient comment ni ne voulaient évacuer la population. Les droits de l'homme dans tout cela... Ecrasés ! Engloutis !

En fait, il est bien difficile à la Commission d'avoir un président ou un vice-président "crédibles". Dans les neuf-dixièmes des pays du monde, les pays sous-développés, règnent des dictatures où l'on massacre et torture allègrement. Verrait-on un président haïtien ou turc ? Dans les pays de l'Est, y compris la RDA de l'actuel vice-président, c'est aussi la prison, les hôpitaux psychiatriques, ou le goulag pour les opposants.

Dans les pays impérialistes, cela n'est pas toujours plus propre — comme en Irlande du Nord par exemple — et surtout, ce sont les Etats impérialistes qui maintiennent au pouvoir les dictatures du Tiers Monde, les Duvalier, les Marcos, les Hassan II, etc. Ils ne sont donc pas spécialement bien placés pour faire des discours sur les droits de l'homme.

Resterait la solution d'un président monégasque, et d'un vice-président luxembourgeois, ce serait finalement peut-être plus "crédible"...

Au fond c'est la défense des droits de l'homme dans le cadre de l'ONU qui n'est absolument pas crédible. L'association des Etats du monde, l'association des dictateurs et de leurs protecteurs, qui prétend se soucier du respect des droits de l'homme, alors que toute leur politique consiste à piétiner chaque jour, chaque minute, les êtres humains et leurs droits, c'est cela qui n'est pas sérieux.

La Société Protectrice des Animaux est relativement crédible. La Société Protectrice des Hommes ne peut-être qu'une mauvaise farce, dans le cadre de la société actuelle.

A.V.

COURRIER DES LECTEURS

A PROPOS DES ENFOIRÉS ET DES POURRIS

Camarades,

Dans votre dernier numéro, vous avez reproduit l'éditorial des bulletins d'entreprise du 27 janvier intitulé "Les enfoirés et les pourris".

On peut y lire que "ce n'est pas l'initiative de Coluche qui est critiquable... et c'est bien qu'il utilise sa popularité à collecter de l'argent pour les restaurants du cœur. Et c'est bien qu'il y ait des milliers de braves gens pour donner chacun quelque chose".

J'ai 56 ans et vos déclarations me rappellent ce que les Bellemare, De Caunes, Guy Lux et beaucoup d'autres nous ont débité comme cantiques, lors de catastrophes telles que Marcinel et Fréjus.

Ça donnait quoi, pour les victimes? Quelques miettes. Et pour ces clowns en quête de vedettariat, un bon coup de pub. Et l'Etat, dans ces conditions, s'en ressort indemne. Oh, bien sûr, il verse des larmes, mais il n'organise aucun secours et surtout ne débourse rien.

Ces quêtes que vous cautionnez ne servent qu'à combler les déficiences du système capitaliste. Il me semble que les révolutionnaires, plutôt que de huiler les rouages de la machine capitaliste, devraient au contraire y mettre du sable. Et si, pour survivre, des millions de pauvres ont besoin de la soupe populaire, eh bien c'est aux bourgeois d'ouvrir leur porte-monnaie et, contrairement à ce que vous écrivez, je pense que ce n'est pas bien du tout qu'il y ait des milliers de braves gens pour donner quelque chose.

Le bon cœur de la classe ouvrière, on le connaît, les bourgeois aussi, et c'est pour cela que sans vergogne ils l'utilisent à leur profit.

Pour conclure : à bas les quêtes, l'Armée du Salut, le scoutisme, les enfoirés et les pourris qui les organisent ou les cautionnent, et vive la révolution.

Avec mes très vives amitiés révolutionnaires.

C.P. (Audincourt)

Eh oui, "le bon cœur de la classe ouvrière, on connaît", comme tu dis : dans cette société ce sont encore les plus démunis qui trouvent les moyens de s'émouvoir du sort que les bourgeois réservent aux plus pauvres d'entre eux. D'autres ressentent l'injustice du système capitaliste, et le montrent, tant mieux.

Comme à toi probablement, Coluche nous plaît davantage quand il ridiculise les hommes politiques que lorsqu'il leur offre sur un plateau, l'occasion de se dédouaner. Mais, contrairement à ce que tu écris, nous ne pensons pas que Coluche ait besoin des restaurants du cœur pour se faire "un coup de pub". Et s'il utilise ses talents de clown pour faire de la pub à l'antiracisme, aux restaurants du cœur, ce n'est pas ce qu'il fait de pire.

Par contre, l'autre dimanche, il y avait de quoi être écœuré de voir tous ces hommes politiques de gauche ou de droite tirer à eux la nappe des "restaurants du cœur" pour y écraser — si possible face aux caméras — une larme de crocodile sur le sort des pauvres.

FAUDRA-T-IL LE PASSER À... L.O. AVANT DE LE LIRE ?

Monsieur,

Je tiens à vous faire remarquer quelques détails qui risquent de nuire à la vente du journal, si le même fait se produit chez d'autres marchands de journaux que le mien.

Je prends régulièrement (sauf pendant mes vacances) le journal à ma petite libraire, le samedi matin. Elle reçoit un seul exemplaire. Mais voilà, je me suis étonnée de l'acheter souvent dans un état sale, déchiré par le milieu, une fois invendable et plein de boue. Cette semaine encore, il est maculé de traces noires et déchiré. Après explication, ma libraire (qui est aussi fort ennuyée de cela), m'a dit que Lutte Ouvrière *était le dernier journal, celui qui enveloppe le paquet qu'elle reçoit le matin, sans aucune protection, sauf que* Lutte Ouvrière *protège les autres. Ce qui explique que la ficelle de retenue du paquet coupe* Lutte Ouvrière *et que le journal soit souillé quand le paquet est jeté sur le sol.*

Si vous pouvez voir avec le service de presse pour éviter ces inconvénients désagréables pour le client et le vendeur...

Recevez, Monsieur, mes sincères salutations.

Mme R.M. (Paris 20e)

Merci pour nous avoir prévenus de ce problème, qui est un réel désagrément pour le lecteur, pour le libraire, mais aussi pour tous ceux qui ont à cœur de faire connaître les idées révolutionnaires.

Nous allons faire le nécessaire, comme on dit. Et si nos lecteurs peuvent nous y aider en nous signalant les gros défauts, merci d'avance!

CONTRAT DE DÉFIANCE

J'ai été très surpris lorsque j'ai lu dans la presse régionale qu'il y a eu un mouvement de grève à la société Darty de Moulins-lès-Metz. J'y ai moi-même travaillé en tant qu'"extra" et employé de bureau de mai 1981 à octobre 1982 et en ai été licencié (je suis allé en Prud'hommes et en appel je n'ai eu comme indemnités qu'un mois de salaire de l'époque, soit la modique somme de 2.814 F nets) (...). Voici l'article du Républicain Lorrain *de Metz :*

"Entamé vendredi 24 janvier, le mouvement de grève de la société Darty affecte une partie du personnel du service après-vente et administratif et se prolonge (...); c'est du moins l'intention manifestée et affichée le 27 janvier après-midi dans les rues de l'agglomération messine par quelques membres du personnel. (...). La CGT et les délégués du personnel (sans étiquette) demandent un relèvement immédiat de 8% sur les bas salaires et une augmentation de 7% étalée sur l'année (...)".

Un commentaire venant de ma part : c'est vrai que chez Darty les salaires sont bas. Au lieu de faire de la publicité pour leur contrat de confiance, au cinéma, à la télévision ou à la radio, ils feraient bien mieux d'augmenter les salaires des employés et pas seulement selon la compétence ou à la "tête". Je suis bien placé pour le savoir, puisque j'ai travaillé au service de la paye (...). Dommage que tous les services et les huit magasins du groupe Alsace-Lorraine ne se mettent pas tous ensemble en grève. Mais un effort vient déjà d'être fait.

Roger "TUC" (Metz)

EN BATTANT LA CAMPAGNE

Camarades,

Je tiens tout d'abord à vous passer commande de la Lutte de Classe *N° 120 et j'en profite pour vous envoyer un chèque "spécial élections".*

Ceci malgré ma grande réserve au sujet de la participation de groupes politiques révolutionnaires à la comédie des élections, car c'est donner une justification au "carnaval" de ceux et celles qui seront élus dans un scrutin manipulé au maximum.

J'envoie un petit soutien à Lutte Ouvrière (...), dans un combat douteux, car la meilleure réponse des travailleurs pour le 16 mars serait de s'opposer à cette mascarade électorale où la classe ouvrière sera le gogo d'usage. Ci-joint donc ma participation avec ces réserves...

Amitiés révolutionnaires

J.-C. A. (Vierzon)

Nous te remercions de ton soutien financier. Ce n'est pas nous qui te contredirons quand tu parles de "mascarade électorale". Mais malheureusement ce "carnaval" n'attend pas après la "justification" que lui donnerait notre participation pour entraîner des illusions chez les travailleurs.

Alors, nous semble-t-il, puisque de toute façon c'est vers cette mauvaise "comédie" que se portent les regards, autant troubler la fête en montant nous aussi sur les planches. On essaiera de faire entendre la voix de ceux qui disent que rien ne sortira de bon des urnes, que la force des travailleurs c'est le rôle qu'ils détiennent dans la production, dans les transports, dans toute la vie sociale, et que c'est cette force qu'ils doivent utiliser. Aux travailleurs et à leurs luttes de jouer aux possédants plus d'un tour.

Chers camarades,

Voici un chèque pour soutenir la campagne électorale de Lutte Ouvrière.

J'approuve complètement la façon dont vous la concevez (...), c'est-à-dire ne pas chercher à avoir des élus mais profiter de la campagne pour mettre les choses au point et avancer les thèmes qui ont déjà été définis dans les affiches blanches signées d'Arlette Laguiller.

Disposant d'une heure à Radio Mouvance, je vous propose, si cela vous agrée, de venir partager avec moi ce temps de parole, en direct lé dimanche à 10 heures (...) et j'aimerais ce dimanche ou l'autre rencontrer l'un de vous à Radio Mouvance (...).

Salutations communistes

Docteur F.N. (Paris)

Nous te remercions pour ton soutien et tes propositions. Dans cette campagne nous entendons développer un certain nombre d'idées que nous avions déjà placardées sur les murs il y a quelques semaines.

Sous des formules nouvelles, ça va bientôt sortir.

ON NOUS COMMUNIQUE

LA SITUATION DES OUVRIERS AGRICOLES EN ANDALOUSIE

La Confédération Nationale des Syndicats de Travailleurs Paysans nous a fait parvenir un communiqué sur la situation des journaliers agricoles en Andalousie (l'une des provinces méridionales les plus pauvres de l'Espagne) et sur la répression menée contre le SOC (Syndicat des Ouvriers Agricoles d'Andalousie). Nous en avons extrait les passages suivants :

"Diego Canamero, secrétaire général du SOC, était traduit avec sept de ses camarades le 26 novembre 1985 devant le tribunal de Séville. Contre eux, il était requis 17 années de prison. Motif : occupation de la mairie d'El Coronil pour protester contre le manque de travail. Le procès fut ajourné, le tribunal invoquant l'absence du témoin principal de l'accusation, le maire d'El Coronil. Le jugement aura donc lieu le 12 février prochain devant le même tribunal. 300 autres, hommes et femmes, journaliers agricoles, attendent leur procès durant les mois à venir.

DE QUOI SONT-ILS COUPABLES?

Il est important de rappeler quelques éléments de la situation actuelle en Andalousie : "50% des familles ont un revenu moyen de 50.000 pesetas/mois (2.500 F). 15% de ces familles survivent avec la moitié de cette somme. 230.000 personnes souffrent de la faim. 1.500.000 personnes n'ont reçu aucune éducation". (Direction Générale des Services Sociaux de la Junte d'Andalousie).

L'Andalousie compte 6,5 millions d'habitants. De plus, 3 millions d'Andalous ont émigré depuis 20 ans dans l'Europe du Marché commun. Aujourd'hui, ce sont 400.000 ouvriers agricoles qui sont touchés par la misère et le chômage. Pour toucher l'allocation chômage de 9.000 F/an, il faut au journalier avoir travaillé 60 jours dans l'année qui précède, ce qui exclut les trois-quarts d'entre eux (...).

En face, 2% des exploitations se partagent 60% de la terre, et de la meilleure terre. La modernisation fait que ces grandes propriétés emploient de moins en moins de main-d'œuvre (...).

La CNSTP considère que la tentative d'élimination brutale de la classe des journaliers andalous vise à laisser le champ libre aux spéculations des multinationales de l'agro-alimentaire et des grands propriétaires en Andalousie.

La même menace d'élimination, par des moyens différents, va peser sur tous les petits paysans espagnols, et s'accélérer avec l'entrée dans le Marché commun productiviste : ainsi pour les 150.000 petits paysans andalous; les éleveurs laitiers de Galice; les petits viticulteurs; les petits producteurs d'oranges du pays Valencian, etc."

16 mars 1986

VOTEZ LE PLUS À GAUCHE POSSIBLE, VOTEZ LUTTE OUVRIÈRE

L'INSONDABLE ILLUSION

Le 20 janvier, l'IFOP publiait un sondage donnant 30 % des intentions de vote en faveur du Parti Socialiste. C'était nettement plus que tout ce qui avait été annoncé auparavant, d'où la joie des dirigeants du PS, et l'espoir affiché de pouvoir faire encore mieux. Hélas, la Commission de contrôle des sondages a critiqué celui-ci, et l'IFOP, après avoir reconnu son erreur et rectifié ses résultats, ne donnait plus au PS que 28 %...

Fabius en a tiré la conclusion qu'il fallait se méfier des chiffres. Au petit déjeuner de travail des membres du gouvernement, il a demandé à ceux-ci de ne plus parler dorénavant de pourcentages précis, mais seulement d'évoquer de façon générale la montée des intentions de vote en faveur du PS ; sans la chiffrer, c'est plus prudent.

Car elle arrange sacrément le PS, cette supposée remontée. Un point de mieux ? Deux points ? L'important est surtout que ça remonte, pour remonter la machine à illusions.

Allez, encore un petit effort ! Encore quelques voix, pour quelques points de plus ! Rien ne sera inutile pour "battre la droite". Votez utile, ne laissez pas perdre votre bulletin, votez PS, il y a une chance... Et même s'il n'y en avait qu'une sur mille, une sur un million, qu'est-ce que ça vous coûte ? C'est avec ces arguments que le PS voudrait faire voter pour lui même ceux qui, à gauche, désapprouvent sa politique.

Et pourtant il n'y a pas de "chance", ou si peu ! Même la prétendue remontée de l'électorat traditionnel de la gauche ne pourrait entraîner en mars prochain une victoire. Car l'électorat de gauche n'est pas plus nombreux qu'avant, il l'est moins.

Déjà en 1981, il était faux de prétendre que la victoire de Mitterrand était due à une poussée à gauche en France. Non, ce qui avait fait la balance, c'était ces 2,5 % de voix d'électeurs du centre qui, après avoir essayé beaucoup de Giscard et consorts, étaient prêts à essayer un peu de Mitterrand, (ou des voix de chiraquiens rancuniers). Et les élections de 1981 elles-mêmes se situaient dans une période de déplacement des votes et des mentalités à droite dans le pays, sur fond de démoralisation de la classe ouvrière, qui s'était traduit par un changement électoral bien plus caractéristique : la perte de 5 % de voix par le Parti Communiste, soit 1,5 million d'électeurs, en faveur, probablement, du Parti Socialiste.

Ce déplacement de 5 % des électeurs de plus à gauche vers moins à gauche indiquait le sens général du mouvement bien davantage que le déplacement de 2,5 % d'électeurs d'un centre-droit vers Mitterrand, un centre gauche de plus en plus à droite ! Ainsi, eh oui, la gauche accédait au gouvernement dans un climat d'évolution à droite des votes et des esprits. De quoi faire perdre le nord à beaucoup. Et cette évolution n'a cessé de s'accentuer depuis.

Alors, aujourd'hui où cette petite frange d'électeurs du centre, essentiellement des petits-bourgeois, des cadres, des membres de professions libérales, se montre résolument hostile au "socialisme de Mitterrand", même si l'électorat ouvrier se mobilisait, il est peu vraisemblable que la gauche l'emporterait dans ces élections. Il faut voir avec quelle prudence les dirigeants du PS eux-mêmes viennent de décider de ne plus chiffrer leur progression. Les calculs savants par lesquels ils cherchent à prouver qu'avec 30 % des voix ils pourraient avoir une assez forte minorité de députés pour empêcher les autres de gouverner, montrent qu'eux-mêmes ne croient pas à leur éventuelle victoire. Mais ils veulent seulement y faire croire. Pour limiter leur casse, à eux.

Et ce serait pour l'ombre de l'illusion, à laquelle ceux qui la sèment ne croient pas, de "barrer la route à la droite", que l'électorat ouvrier devrait se mobiliser ? Que tous ceux qui sont écœurés par la politique suivie depuis cinq ans en leur nom devraient dire quand même merci à Mitterrand, à Fabius, à Bérégovoy ? Ou alors ce serait dans l'espoir un peu plus réaliste d'atténuer la victoire électorale de la droite qu'ils devraient tout faire pour envoyer au Parlement quelques députés socialistes de plus, malgré le dégoût que les reniements de ceux-ci leur inspirent ? Pour y gagner quoi au juste ? Pour avoir, à la place d'un gouvernement RPR-UDF présidé par Chirac ou Toubon, un gouvernement RPR-UDF-PS présidé par le RPR Chaban-Delmas, qui déjà pose sa candidature pour ce cas de figure ? Ou au "mieux" pour avoir un gouvernement droite-gauche où les leaders de la droite préfèreraient jusqu'en 1988 laisser assumer le poste de Premier ministre à un Bérégovoy ou un Delors, les messieurs austérités de la gauche, obligés eux-mêmes d'en rajouter encore sur leurs mesures en faveur du patronat afin de ménager la coalition sur laquelle reposerait leur équipe gouvernementale ? Ou toute autre combinaison politicienne du même type ?

Car de toute façon c'est à une politique encore plus à droite que celle menée jusqu'à aujourd'hui qu'il faudrait s'attendre.

Non, les travailleurs qui veulent infléchir la politique suivie par le futur gouvernement issu des élections de mars prochain non pas vers la droite mais vers la gauche doivent au contraire montrer clairement qu'ils ne se laissent pas prendre au jeu de ceux qui, après avoir préparé le terrain à la droite, voudraient maintenant, au nom de la peur de la droite, faire approuver leur politique.

Olivier BELIN

VENDREDI 21 FÉVRIER

À 20 H 30, SALLE DE LA MUTUALITÉ
À PARIS (24, RUE SAINT-VICTOR - 75005)

MEETING DE LUTTE OUVRIÈRE

AVEC LA PARTICIPATION DE

ARLETTE LAGUILLER

DES CANDIDATURES LUTTE OUVRIÈRE DANS PLUS DE TRENTE DÉPARTEMENTS

Dans ces élections législatives et régionales du 16 mars prochain, Lutte Ouvrière présentera des listes de candidats dans un peu plus d'une trentaine de départements du pays.

Voilà les départements où Lutte Ouvrière sera présente et les noms des travailleuses et travailleurs qui conduiront nos listes.

ILE-DE-FRANCE

Notre camarade Arlette LAGUILLER porte-parole de notre mouvement, conduira les listes de candidats Lutte Ouvrière en Seine-Saint-Denis, aux législatives comme aux régionales.

ESSONNE : Yves THORAVAL, Technicien
HAUTS-DE SEINE : Paul PALACIO, Ouvrier automobile
VAL-DE-MARNE : Serge FRANCESCHINA, Ouvrier industrie chimique
VAL-D'OISE : Patrice CRUNIL, Ouvrier aéronautique
SEINE-ET-MARNE : Annick MARSAULT, Employée de banque
YVELINES : Daniel BENARD, Mécanicien d'entretien
PARIS : Chantal CAUQUIL, Employée d'assurances

AUTRES RÉGIONS

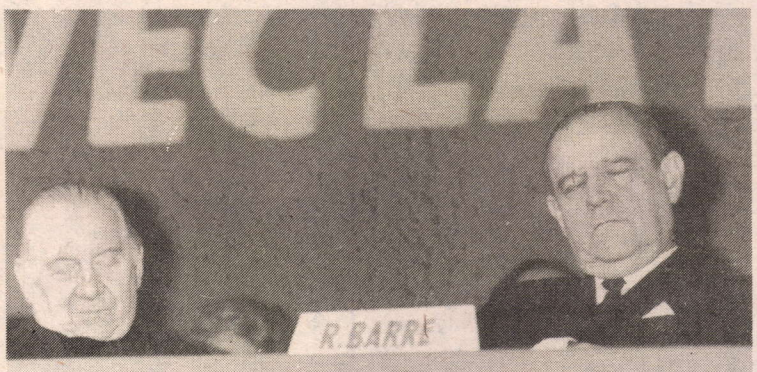
BOUCHES-DU-RHÔNE : Jean-Marie CLOREC, Ouvrier chaudronnier
CHARENTE : Michel DEBOEUF, Ouvrier métallurgiste
CHER : Colette CORDAT, Infirmière
CÔTE-D'OR : Jacqueline LAMBERT, Ouvrière
CÔTE-DU-NORD :
DOUBS : Christian DRIANO, Ouvrier automobile
HAUTE-GARONNE : Anne-Marie LAFLORENTIE, Employée
GIRONDE : Jean-François MAS, Ouvrier métallurgiste
ILLE-ET-VILAINE : Raymond MADEC, Infirmier
INDRE-ET-LOIRE : Chantal SORNIN, Employée
ISÈRE : Roland CALMEL, Ouvrier industrie chimique
LOIRE : Sauveur CUADROS, Monteur mécanicien
LOIRE-ATLANTIQUE : Marie-France BELIN, Employée
LOIRET : Christiane HAUCHÈRE, Employée
MEURTHE-ET-MOSELLE : Gérard NEIS, Sidérurgiste
NORD : Nicole BAUDRIN, Sage-femme
OISE : Roland SZPIRKO, Ouvrier automobile
PUY-DE-DÔME : Claude DUFOUR, Ouvrier électricien
RHÔNE : Georges MESTRES, Ouvrier métallurgiste
SAÔNE-ET-LOIRE : Marie-Thérèse DEROCHE, Ouvrière
SEINE-MARITIME : Gisèle LAPEYRE, Laborantine
HAUTE-VIENNE : Claudine ROUSSIE, Infirmière
TERRITOIRE-DE-BELFORT : Gérard BELOT, Ouvrier

Dans le Maine-et-Loire, seront présentes des listes communes Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière.

VOTEZ LE PLUS À GAUCHE POSSIBLE, VOTEZ LUTTE

16 mars 1986

A qui va-t-il passer la balle ?



Barre n'est pas prêt à la recevoir avant 1988.

DAVANTAGE DE CHÔMEURS, DAVANTAGE DE PROFITS POUR LES PATRONS, VOILÀ DE QUOI LES SOCIALISTES SONT FIERS !

Les socialistes sont fiers de leurs résultats économiques, et Mitterrand invite à ne pas changer une *"équipe qui gagne"*...

Mais de quoi sont-ils fiers, au juste ? De l'augmentation du chômage ? De l'apparition d'une masse de pauvres ? De la baisse générale du pouvoir d'achat de la classe ouvrière ?

Eh bien oui. De celà, ou du moins de ce que le malheur des uns — des travailleurs — fasse le bonheur des autres — des possédants et des patrons.

Car, dans le même temps, les marges des entreprises ont été rétablies. C'est-à-dire que les profits sont en augmentation, alors que la production n'augmente pas, voire diminue.

Sur tous les tableaux, les patrons ont été gagnants. Un article du *Monde,* signé Alain Vernholes, chiffrait ces gains : depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement, les "coûts salariaux" augmentent chaque année un peu moins : 11,2 % en 1982, 9,2 % en 1983, 5 % en 1984 et seulement 2,9 % en 1985.

Comment en est-on arrivé là ? Même pas en introduisant de nouvelles machines, mais en comprimant les effectifs, en réduisant les salaires. Le journal chiffre les pertes de pouvoir d'achat à 3 % en 1983, autant en 1984, et encore presque autant en 1985 !

Les patrons produisent moins, vendent moins, mais comme *"la politique salariale a permis aux entreprises de monopoliser les gains de productivité"*, ils font plus de profits...

C'était d'ailleurs l'objectif du gouvernement. Il expliquait que, si les entreprises faisaient des profits, elles réinvestiraient et ce serait bon pour l'emploi.

Mais il devait y avoir un défaut quelque part, car les profits patronaux ont bien augmenté, mais pas les investissements... et les emplois ont diminué !

Qu'ont fait les patrons de ces profits que le gouvernement socialiste les a si généreusement aidés à dégager sur le dos des travailleurs ? Ils les ont investis à des fins financières, ce qui s'appelle aussi spéculer, tout simplement.

Aujourd'hui, la mode est aux "investissements" boursiers. On achète une action, on la revend plus cher, d'autres la rachètent et la revendent plus cher encore... Les bourgeois sont atteints par une frénésie d'achat et de vente d'actions qui gonflent, qui gonflent... Mais c'est le prix du bout de papier qui gonfle — 10 % rien que pour le mois de janvier à la Bourse de Paris, c'est-à-dire 120 % en rythme annuel ! — mais ça ne donne pas une machine de plus dans les usines, pas un emploi de plus !

Les capitaux spéculent sans s'investir, voilà à quoi ça a servi de renoncer à faire payer les riches ! Plus on leur en donne, plus ils en gardent, et plus ils en revendiquent !

C'est le bilan que le Parti Socialiste voudrait nous voir approuver en votant pour ses candidats ? Il a aidé les patrons à nous voler, et il faudrait lui dire merci ? Il compte que les travailleurs seront bien obligés de le faire pour ne pas voter à droite ? Et si les travailleurs votaient vraiment à gauche, c'est-à-dire pour l'extrême-gauche ?

RIGUEUR OU AUSTÉRITÉ

VOTER POUR EUX C'EST EN REDEMANDER

Lorsqu'on demande aux défenseurs de la gauche ce que celle-ci a fait pour la population, les interlocuteurs généralement se grattent la tête et tâchent de réveiller les vieux souvenirs du temps de "l'état de grâce". Ah oui, il y a eu l'abolition de la peine de mort. Et puis, l'augmentation du SMIC. Et les 39 heures...

L'augmentation du SMIC ? Il y a belle lurette qu'elle a été noyée par la hausse des prix. Les smicards ne sont pas plus riches aujourd'hui. C'est plutôt parce qu'ils le sont moins qu'ils sont plus nombreux ! Les 39 heures ? Il a fallu une vague de débrayages dans tout le pays pour que la réduction se fasse sans diminution de salaire. Reste l'abolition de la peine de mort... Oui, mais on meurt, autrement, dans les prisons.

Par contre, le chômage a augmenté. La protection sociale s'est délabrée. Les "nouveaux pauvres" sont apparus.

Bref, exactement la même politique que du temps de Barre. Et, si le PS affiche sur les murs *"Après le 16 mars, on continue"*... c'est qu'en effet, avec la droite comme avec la gauche, ils continueront. Les uns ou les autres, ou les deux ensemble.

Du temps de Barre, on appelait ça l'austérité. Depuis Mauroy, on appelle ça la rigueur.

NATIONALISATION-DÉNATIONALISATION

LES DEUX CÔTÉS D'UNE MÊME MÉDAILLE... QUI RESTE AU COU DE LA BOURGEOISIE !

"Aujourd'hui, les plus hautes autorités" gouvernementales et socialistes *"ne s'opposent à la privatisation qu'en termes nuancés."* Dans les entreprises nationalisées, *"le premier objectif fixé est la profitabilité. A cette fin, on les encourage à sabrer les emplois inutiles."*

Le personnage qui s'est livré à une telle description dans *Le Monde* du 4 février n'est pas un critique de gauche du gouvernement, au contraire : il s'agit de Pierre Moussa, ancien PDG de l'un des plus grands groupes financiers, Paribas, et qui a réussi à faire passer en Suisse toute une partie du groupe Paribas juste avant la nationalisation. Il y avait certes perdu sa place de PDG mais, de son propre aveu, il a réussi un spectaculaire rétablissement. Dans *Le Monde,* il explique qu'en quatre ans, il a *"eu la chance de pouvoir bâtir un nouveau groupe financier"*. Mais — décidément le gouvernement n'est pas rancunier — tout le monde n'est pas chargé de placer à l'étranger 25 % des titres émis... dans le privé par un grand groupe nationalisé, Rhône-Poulenc !

Alors, bien sûr, Moussa ne renie rien de ce qu'il a dit : il considère toujours que les nationalisations n'étaient pas souhaitables. Mais c'est de l'histoire ancienne. *"Le pire a été évité"*, se réjouit-il, se félicitant de ce que l'Etat a renfloué les groupes nationalisés, a *"apporté les capitaux dont ils avaient besoin"* et *"les a soutenus quand ils avaient à prendre des décisions impopulaires"*. (Faut-il préciser aux licenciés de Thomson de quelles mesures "impopulaires" il s'agit ?)

Grand adversaire, par principe, des nationalisations, Moussa n'y est pas hostile en pratique. Pareillement, s'il affirme que *"dénationaliser est en principe conforme à l'intérêt national"*, en pratique, précise-t-il, il n'en faut *"pas trop à la fois"* ; il faudra que cela ne secoue pas trop la Bourse, que les racheteurs aient le temps de digérer leurs acquisitions et qu'on leur donne *"des délais de paiement"*. Bien évidemment, l'Etat devra choisir ce qu'il dénationalisera et comment il le fera. Dans certains cas, l'Etat ne vendra même pas d'actions mais restera en garantie financière, tout en ouvrant largement les sociétés aux capitaux privés. (C'est d'ailleurs exactement ce qui se passe déjà avec l'actuel gouvernement !). Les dirigeants des grands groupes nationalisés n'ont apparemment pas trop démérité aux yeux de la bourgeoisie : Moussa propose qu'on en change le moins possible. Il faudra aussi éviter que le gâteau n'échappe, à l'occasion de la revente, aux appétits des bourgeois français. Mais surtout, dit-il, *"il ne me paraît pas souhaitable que la totalité du capital se trouve émiettée"* dans le grand public.

Les nationalisations n'ont rien changé de fondamental et Moussa le reconnaît volontiers, résumant les directives que le gouvernement socialiste a données à ses entreprises nationalisées par cette formule lapidaire : *"Faites comme si la nationalisation n'avait pas eu lieu"*. Le gouvernement a borné son rôle à boucher les trous financiers avec le budget de l'Etat.

Moussa veut bien qu'on dénationalise, ça ne changera rien, mais à condition qu'on ne touche pas à ce rôle de pourvoyeur de fonds de l'Etat... S'adressant aux politiciens de droite qui veulent rallier leurs électeurs et nombre de petits-bourgeois intéressés sous la bannière de la dénationalisation, il leur dit en quelque sorte : dénationalisez, mais faites comme si la dénationalisation n'avait pas lieu...

Pierre LAFITTE

RAS-LE-BOL DU COMBAT DES CHEFS

Le grand événement de la semaine, ce serait le lapin que Barre a posé à Giscard en refusant d'assister à la petite sauterie que celui-ci comptait organiser entre leaders de la droite, chez lui, en Auvergne, à Clermont-Ferrand.

Oh ! Ce n'est pas que Barre soit contre l'unité de la droite, nous explique-t-on ; c'est même le contraire. Seulement voilà, si Barre était venu à la réception, tout le monde aurait pu voir sur la photo qu'il faisait la gueule aux autres ; et c'eût été mauvais pour l'unité. Comprenne qui pourra.

Quant à Giscard, il a aussitôt annulé l'invitation pour ne pas se retrouver en tête-à-tête avec Chirac. Mais il est, paraît-il, tout content de l'échec de son initiative, car cela aurait prouvé qu'il est le seul à être vraiment pour l'unité.

Du côté gauche de la piste, c'est le même cinéma entre les postulants au poste de président en 1988. Et chacun de se prévaloir du soutien du tenant actuel du titre. C'est au Premier ministre en poste que Mitterrand avait fait l'honneur de venir à Rouen tenir le premier de ses discours électoraux. Il ne pouvait alors pas faire moins que d'accepter aussi d'aller vendredi 7 février à Lille, la ville de Mauroy. Et l'ancien Premier ministre espère bien ramener dans la salle plus de monde que ne l'a fait son successeur à Rouen. Dans une course de handicap, il faut savoir allonger la foulée.

A l'outsider Rocard, il a suffi que Mitterrand publie un recueil de ses pensées profondes en matière de politique extérieure pour qu'il lui prenne à lui aussi l'envie de faire imprimer un recueil de ses discours. A défaut d'avoir Mitterrand à ses meetings, il peut toujours essayer de le singer.

Voilà le genre de petits coups de pied en vache, savonnettes glissées sous les pieds du voisin, ou au contraire coups de brosse à reluire qui occupent les journées et les discours des têtes d'affiche du monde politique. Pour leurs courses aux postes, ces messieurs ne manquent ni d'imagination ni d'énergie ; et ils sont bien partis pour nous en servir pendant encore deux ans.

Et pendant qu'ils meublent ainsi l'actualité de leurs petites querelles, les chefs de file de la droite comme de la gauche évitent d'avoir à parler des vrais problèmes.

Ils en font plus pour leur course aux places que pour créer des emplois. Alors, ras-le-bol, et allons le leur dire le 16 mars.

ÇA L'AFFICHE MAL

La France est couverte de panneaux d'affichage payants pour présenter les listes des candidats.

Selon le *Nouvel Observateur* qui consacre un dossier à ce sujet *("L'argent noir des partis")*, un panneau revient à 700 F par semaine. Selon des professionnels cités par ce journal, le budget moyen d'une campagne serait de cinq millions de francs pour un gros département.

Il y a, avec les départements d'outre-mer, une centaine de départements et plusieurs listes par département. Cela coûte combien en tout ? *"Cinq cents millions de francs ? Un milliard ?"* se demande le *Nouvel-Observateur*.

Ils dépensent tous des fortunes pour nous faire voir leurs portraits.

Le 16 mars, payons-nous leur tête, gratuitement ! Votons pour l'extrême-gauche !

AVEC LA DROITE L'AVENIR EST DERRIÈRE VOUS

On avait eu droit aux premières affiches alarmistes du PS *"Au secours la droite revient !"* puis à l'infantilisation avec le grand méchant loup et ses grandes dents... Et voilà que débarquent *les trois petits cochons*. (Toubon, Devaquet et Chirac, sur les murs de Paris). Ils sont tous roses sur fond bleu, les trois du RPR, qui nous sussurrent *"A demain !"*... Mais nous, à les voir, on pense *"hier"* ou *"avant-hier"*...

CHER DE LA LETTRE

Ce qui est étrange, ce n'est pas que les grands partis reçoivent de "l'argent noir" pour financer leur campagne, c'est qu'ils dépensent autant d'argent pour dire si peu de choses : François Léotard dépenserait 5 millions de francs pour un gros département. Chalandon et Dassault devraient débourser plus de 10 millions dans le Nord et l'Oise, si l'on en croit le *Nouvel Observateur*.

Et tout cela pour dire *"A demain"* ou *"Au secours"*...

DES LÉGISLATIVES AUX PRÉSIDENTIELLES

"MOI, JE..." PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Si, après avoir réglé votre tiers provisionnel, vous avez encore 85 F à perdre, vous pouvez toujours vous offrir les *Réflexions sur la politique extérieure* de François Mitterrand.

Pour le prix, vous aurez une introduction originale de l'auteur, de 137 pages, à laquelle on a accolé, pour faire épais, les discours solennels prononcés à travers le monde de 1981 à 1985. Mais vous n'êtes pas obligés de vous les avaler. Mitterrand prévient lui-même, à la fin de son introduction : *"Au lecteur, s'il le désire, d'aller plus loin"*.

L'essentiel pour Mitterrand était, dans ces 137 pages, de réaffirmer qu'entre 1986 et 1988 la politique étrangère devrait rester l'affaire du président. A voir ce qu'il en écrit, à la gloire des interventions française au Tchad ou au Liban, ou pour la défense des *"intérêts de la France"* à l'étranger, on ne voit pas pourquoi cela poserait problème, même avec un gouvernement de droite.

Mais le meilleur du livre est de mettre brillamment en évidence la diversité de style dont est capable le prosateur présidentiel (ou ses "nègres").

Style mégalo, il relève *"la marque particulière qu'imprime à la vie d'un peuple celui qui le conduit"*. Tricolore, il rappelle qu'*"aussi loin que remontent mes origines, je suis né de la France"*.

Un tontinet (comme dirait le *Canard enchaîné)* xénophobe, il s'en prend à ceux qui *"se sentent Espagnols ou brûlent pour l'Angleterre et oublient d'être Français"*.

Gaullien, il évoque l'Europe, non de l'Atlantique à l'Oural, mais *"des îles Shetland aux rivages d'Asie mineure."* Napoléonien enfin, il s'envole : *"On gagne Austerlitz quand on enlève une position de l'électronique ou de la biologie, on perd Waterloo quand on abandonne l'automobile ou la machine-outil"*.

A quand la Bérésina ? Le 16 mars ? Pas pour Mitterrand... le septennat compte 7 ans !

Michel Brousse

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

VOTE BLOQUÉ AU SÉNAT ET NOUVELLE JOURNÉE DE LA CGT

NI POUR NI CONTRE LA FLEXIBILITÉ MAIS CONTRE LA LOI

Pour le 14 février, la CGT annonce une nouvelle journée d'action contre la flexibilité, qui *"sera tout autre chose que les actions précédentes"* annonce Krasucki, et pourra consister à porter aux responsables du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, les pétitions signées dans les entreprises. La précédente journée, celle du 30 janvier, des milliers de travailleurs avaient manifesté à Paris et dans les grandes villes de province derrière les banderoles de la CGT.

Côté Sénat, on en est toujours à la procédure, cette fois-ci la procédure accélérée. Le gouvernement et les sénateurs de droite, qui sont majoritaires ont trouvé un terrain d'accord. Le gouvernement imposera le vote bloqué au nom de l'article 44 alinéa 3 (pas de vote par amendement, mais un vote global à la fin, bien que chaque amendement soit présenté à la discussion). Et le bureau du Sénat s'est arrangé pour que puissent être déclarés "irrecevables" un certain nombre d'amendements et sous-amendements du PCF, s'appuyant sur des articles du règlement ressortis pour la circonstance. De toute façon il n'y a pas discussion, la droite et le PS désertant les séances.

Procédure contre procédure, l'avenir de la loi, si elle se joue dans les hémicycles parlementaires, est de toute façon, avant ou après le 16 mars, joué contre les travailleurs.

Quant aux journées d'action, si leur répétition a permis d'alerter l'opinion ouvrière, elles non plus ne suffiront pas à faire remballer les projets gouvernementaux et patronaux. La démonstration n'est plus à faire, et c'est le rapport de forces dans chaque entreprise qui sera finalement déterminant.

C'est d'ailleurs pourquoi cette loi est scélérate, parce qu'elle est floue et que, là où les travailleurs ne sont pas organisés pour s'opposer aux interprétations défavorables, les patrons l'appliqueront à leur guise et les travailleurs se retrouveront désarmés face à leurs décisions. La loi par exemple n'interdit pas que les horaires soient différents d'un atelier à un autre et même d'un ouvrier à un autre, pas plus qu'elle ne fait obligation aux patrons quant aux délais à observer pour tout changement d'horaire, ce qui équivaut à leur permettre d'exiger la disponibilité complète des travailleurs pour les intérêts de "la maison", c'est-à-dire leur profit à eux, les patrons.

Sans compter que la loi permet aussi la flexibilité des salaires, parce que rien ne définit quand les heures au-dessus de l'horaire moyen seront payées, que la loi prévoit des amputations sur les majorations d'heures supplémentaires par rapport aux textes actuels en vigueur, alors qu'elle ne précise pas non plus quel salaire sera versé quand les travailleurs seront au-dessous de l'horaire moyen.

La flexibilité en soi, bon nombre de travailleurs l'ont déjà — ne serait-ce que dans les services publics qui tournent la nuit et les jours fériés, et aussi dans une partie de l'industrie — et nombre d'autres travailleurs pensent et disent qu'ils n'y sont pas opposés, pensent qu'ils pourraient y trouver des avantages.

Toute flexibilité n'est pas forcément pire pour les travailleurs, en effet, que ce qui est contenu dans l'actuelle réglementation régie pour l'essentiel par le code du travail. Par exemple le travailleur en VSD qui en trois jours (24 heures) fait la même paye que les autres en 5, ne se sent pas forcément lésé, même si cela est contradictoire avec le code du travail.

Il se trouve même des militants syndicalistes CGT qui dans certaines circonstances sont partisans de certains accords de flexibilité au niveau de leur entreprise. Cas par exemple de ce responsable d'une section CGT d'une usine de province interviewé un matin sur Europe 1, qui racontait qu'en fonction des commandes son usine travaillait soit 36 heures payées 39, soit 42 payées 39. Ce qui dans la période actuelle peut ne pas paraître plus défavorable, même si c'est sans majoration pour heures supplémentaires, que du chômage technique décidé à la discrétion du patron avec les conditions d'indemnisation légales actuelles. Tout dépend si les semaines de 42 heures sont plus nombreuses ou moins nombreuses que celles de 36 heures. Et tout le problème est celui finalement du contrôle exercé par les travailleurs, et du rapport des forces qui préside à tout accord sur la flexibilité.

Le code du travail et la loi sur les 40 heures ne sont pas toujours et obligatoirement mieux. Mais ce qui serait pire, ce n'est pas la flexibilité en général, celle qui pourrait faire l'objet d'un choix de la part des travailleurs, mais la loi que le gouvernement veut imposer. Parce que cette loi-là ne part pas des cas de flexibilité que des travailleurs auraient acceptés et jugeraient favorables au regard de leurs intérêts — et les seuls qui ont le droit de juger, ce sont eux. La loi ne vise pas à étendre ce que des travailleurs auraient, là ou le rapport de forces vis-à-vis de leur patron ne leur serait pas le plus défavorable. Au contraire, elle autorisera les patrons à interpréter la loi à leur guise, à la faire eux-mêmes, là où les travailleurs ne sont pas organisés. C'est une loi prétendument sociale qui élargit le champ des prérogatives formelles du patronat, au lieu de les limiter.

C'est pourquoi, même si nous ne sommes pas a priori contre toute flexibilité (et en tout cas pas contre celle que des travailleurs jugent favorable), même si nous ne sommes pas des défenseurs envers et contre tout de l'actuel code du travail, nous ne pouvons qu'être résolument opposés à la loi que l'actuel gouvernement tente de faire passer.

5 ANS DE JUSTICE DE GAUCHE :

DES LOIS ONT CHANGÉ, PAS LA PRATIQUE

Abrogation de la peine de mort, de la loi anticasseurs, de la loi Peyrefitte, suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, etc. La Justice est l'un des rares domaines où Mitterrand et les gouvernements de gauche, depuis 1981, n'ont pas trop eu l'air de faire la politique de la droite. Les promesses ont été tenues. Toutefois, la première impression passée, on aperçoit nettement les limites des changements intervenus et derrière la disparition de quelques symboles et les changements de lois, la continuité avec les prédécesseurs dans la pratique.

8 octobre 1981 : c'est encore ''l'état de grâce''. La peine de mort est abolie par l'Assemblée nationale. Mitterrand a réalisé sa ''proposition'' n° 53. Bien sûr, on peut toujours dire que cela ne coûtait rien, qu'il ne s'agissait pas d'une mesure pouvant directement gêner les riches et qu'après tout, les autres pays d'Europe avaient aboli cette peine barbare depuis déjà longtemps. Il reste que Mitterrand a eu le courage d'affronter la majorité de l'opinion, ce qu'aucun politicien de droite n'avait osé faire auparavant.

Mais c'est bien le seul point, vraiment le seul, où la gauche a fait preuve de courage ! Car les mesures apparemment ''de gauche'' ont été plus symboliques que réelles.

Des changements d'intitulés

Juste avant l'abolition de la peine de mort, par exemple, le Parlement avait supprimé la Cour de sûreté de l'Etat (4 août 1981). Cette Cour, créée par De Gaulle contre l'OAS, a finalement disparu, mais ses attributions sont désormais partagées entre d'autres institutions : les cours d'assises, les tribunaux correctionnels et les ''juridictions des forces armées compétentes''. On a donc surtout changé... le nom !

Même chose avec les Tribunaux permanents des forces armées (les TPFA). Ils ont été supprimés, eux aussi (21 juillet 1982). Mais ils ont été remplacés depuis par des Chambres spécialisées composées de magistrats choisis pour leur intérêt à l'égard des choses militaires... c'est-à-dire parfois plus militaristes que les militaires eux-mêmes ! Ce qui a abouti, dans certains cas, à des peines plus sévères, notamment à l'égard des objecteurs de conscience et des insoumis. Ainsi, le tribunal correctionnel de Montpellier condamnait, en janvier 1985, un appelé à 6 mois de prison (dont 1 ferme) parce que celui-ci, ne supportant pas la vie de caserne, avait tenté de se suicider. L'armée l'avait réformé. Mais la justice civile, elle, l'a condamné.

Dans le même genre d'idées, les Quartiers de haute sécurité (QHS) ont été supprimés. Mais il existe maintenant dans les prisons des départements ''DPS'' : pour les Détenus Particulièrement Surveillés, où les conditions d'isolement, 24 heures sur 24, sont restées semblables.

De même, officiellement, la procédure des flagrants délits n'existe plus. Enfin, elle... s'appelle maintenant la ''comparution immédiate''. Dans la pratique, on parle toujours des ''flags''...

Des demi-mesures... et reculades

Autre point sensible également, où la gauche a ''fait semblant'' de changer les choses : la procédure de mise en détention provisoire.

Elle a été réformée. Le juge d'instruction en décidait seul auparavant. Désormais, il doit prendre sa décision après avoir assisté à un ''débat contradictoire'' entre le procureur, l'inculpé et son défenseur. Cela fait plaisir aux avocats, mais les juges n'en restent pas moins... seuls juges. Et cette ''réforme'' n'a rien changé au fait que plus d'un détenu sur deux l'est toujours ''provisoirement'', c'est-à-dire sans avoir été jugé !

Ajoutons que la loi du 10 décembre 1985, qui prévoit que les juges d'instruction vont céder la place à des Chambres d'instruction, composées de 3 juges (pour des raisons de recrutement, cela ne pourra pas prendre effet avant 1988...), n'apparaît pas forcément comme un progrès. Car 3 juges seront-ils trois fois plus ou trois fois moins impartiaux qu'un seul ?

Certes d'autres lois, votées par la droite, comme la loi ''anti-casseurs'' et la loi ''Sécurité et liberté'' ont été abrogées. Et c'est, bien sûr, tant mieux ! Toutefois il ne faut pas oublier, là non plus, que si la loi Peyrefitte a finalement été abrogée le 10 juin 1983 après des mois de tergiversations, elle ne l'a pas été entièrement et que, sur proposition de Defferre, alors ministre de l'Intérieur, le PS a décidé, pour ne pas déplaire à la police, de maintenir la procédure des contrôles d'identité, légalisant ainsi l'arbitraire.

Mais, comme le fait observer Denis Langlois, avocat à Paris et auteur de nombreux ouvrages sur la justice et la police : *''Le droit, ce ne sont pas que des textes, c'est aussi toute une pratique''*. Et de ce point de vue, quoi qu'en aient dit la droite et l'extrême-droite, globalement, la justice ''Badinter'' n'a pas été ''laxiste''. Il y a aujourd'hui, dans les prisons françaises, davantage de détenus que du temps de la droite (plus de 42000), auxquels il faut rajouter 3000 TIG (Travaux d'intérêt général). Et depuis que la peine de mort est abolie, les condamnations à perpétuité ont pratiquement doublé !

La gauche n'a pas été laxiste

Certes, la gauche a essayé ''d'humaniser'' les conditions de détention, en supprimant le costume pénal, en permettant l'accès (moyennant finances toutefois) à des postes de télévision, ou en généralisant la pratique des parloirs sans séparation matérielle. Tout récemment, à Mauzac, un projet de ''village-prison'' a vu le jour (pavillons pour 12 personnes, etc.) Mais que pèsent ces mesures face au fait que plus de 40000 personnes s'entassent toujours dans un espace carcéral prévu pour un maximum de 30000 ?

Evidemment, il n'y a pas de justice bourgeoise humaine ; pas de prisons bourgeoises hospitalières. Le système pénitentiaire est fait pour embastiller, éliminer, broyer ceux et celles qui ne respectent pas la propriété privée ; ou ceux ou celles, parmi les plus faibles, dont la société de classe n'a pas la préoccupation de comprendre et corriger les comportements anormaux, voire fous.

Personne, évidemment, n'attendait de la gauche réformiste qu'elle révolutionne la justice, pas plus qu'elle révolutionne la société tout entière. Mais qu'elle la change un peu ? Même pas ! En fait, la justice n'a pas été moins répressive, avec la gauche, ni moins dure envers les faibles, ni moins compréhensive à l'égard des possédants.

Badinter bien encadré : une gauche respectueuse des traditions.

En avril 1982 — pour ne citer qu'un exemple — un homme de 86 ans a été condamné pour le vol d'une plaque de chocolat et d'un sachet de soupe dans une grande surface de Sarreguemines en Moselle. Montant du vol : 11 F. Montant de l'amende : 1000 F. Inversement, un patron d'Epône a pu se permettre pendant des mois de ne pas payer ses ouvriers sans être inquiété le moins du monde et il a fallu l'assassinat en novembre 1984 d'un travailleur venu réclamer son dû pour qu'il soit placé... sous contrôle judiciaire.

On ne peut certes pas imputer au gouvernement toutes les décisions des magistrats, qui n'ont besoin, il est vrai, de personne pour savoir de quel côté doit pencher le fléau de la justice. Mais il est significatif de constater que, même sur le terrain où le gouvernement avait quelques pouvoirs, c'est-à-dire à l'égard du parquet (procureurs et avocats généraux) les seules consignes qui ont été données l'ont été dans le sens d'une plus grande fermeté dans la répression, en particulier quand il s'est agi de punir les actions ayant visé des policiers.

Et en fait, plus que la droite, la gauche a voulu, comme à l'égard de l'armée et de la police, montrer son respect de l'appareil de l'Etat, de ses juges et de ses gardiens de prison. Et que la magistrature soit assise ou debout, la gauche est surtout restée à ses pieds. A plat ventre.

Frédéric FERRIÈRES

MÊME SANS PEINE DE MORT, LA JUSTICE TUE

Un jeune Congolais de 27 ans s'est suicidé dans les locaux du centre médico-psychologique de la prison de la Santé. Il était en détention provisoire depuis le 4 juillet 1985 : depuis sept mois... Son crime ? *''Falsification de chèques et documents administratifs''*.. Un pauvre gars, sans doute, pas au courant de ces lois que nul n'est censé ignorer...

Mais lui n'aura pas eu le droit d'être mis en ''liberté sous contrôle judiciaire'', comme les riches qui pratiquent pourtant à tour de bras les falsifications de documents, fausses factures et compagnie. Il aura fait sept mois de prison, comme les dizaines de milliers de minidélinquants que la justice ''de gauche'' — comme, avant elle, celle ''de droite'' — jette en prison sans même les avoir jugés.

La justice ne l'a pas condamné à mort, elle ne l'avait même pas jugé. Mais il est mort tout de même...

SOUSCRIPTION POUR LES CANDIDATURES LUTTE OUVRIÈRE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET RÉGIONALES DU 16 MARS 1986

Lutte Ouvrière présentera aux élections législatives et régionales de mars prochain des listes de candidats, pour faire entendre dans ces élections la voix des travailleurs révolutionnaires.

Pour faire campagne pour nos listes, pour recueillir les fonds nécessaires afin d'assumer les frais importants de la campagne électorale et de l'impression du matériel légal, nous avons besoin de l'aide de tous les militants, de tous les sympathisants ainsi que celle de nombreux travailleurs.

Amis lecteurs, aidez-nous à assurer le succès de notre campagne, à faire connaître largement nos idées, à faire voter pour nous tous ceux qui ne veulent pas voter pour une gauche qui fait une politique de droite et sert la bourgeoisie au gouvernement, faites voter le plus à gauche possible en faisant voter Lutte Ouvrière.

Souscrivez et faites souscrire. Nous poursuivons ci-après la liste des premières rentrées.

Envoyez dès à présent votre contribution ou celles que vous aurez recueillies à notre CCP : LUTTE OUVRIÈRE -CCP La Source 31 175 86 W avec la mention "souscription élections".

RÉGION PARISIENNE
Marie, 100 F. M. Baye Demba, 20 F. Kyoro, 50 F. Djanké, 50 F. Batalikasse, 20 F. Darracq Sylvie, 50 F. Soutien, 10 F. Marcadet F., 20 F. R. et G. (Paris), 400 F. Josette, Paris 19, 20 F. Marco, électricien, 50 F. A. Gendrey, électricien, 100 F. Un ancien stalinien, ..., 50 F. Alicia, laborantine, 100 F. Walter L., 100 F. Mourez, 200 F. Gaillard, 10 F. Un copain de la Rochelle, 800 F. Réjane, 10 F. Lionel, 40 F. Pascale, 10 F. Maman, 30 F. Une sympathisante, 2 000 F. Charles Magne de Lyon, 400 F. Helleu Odette, retraitée, 500 F. Un ouvrier de Dassault sympathisant, 100 F. Le Douis, professeur d'économie, 100 F. Un pré-retraité, 2 F. Une professeur d'anglais qui en a ras-le-bol, 100 F. Une professeur d'économie, 200 F. Jacquinot Raymonde, (Lilas), retraité, 100 F. Une professeur de musique, 200 F. Denise Dufour, 200 F. Roger Renousin, 200 F.

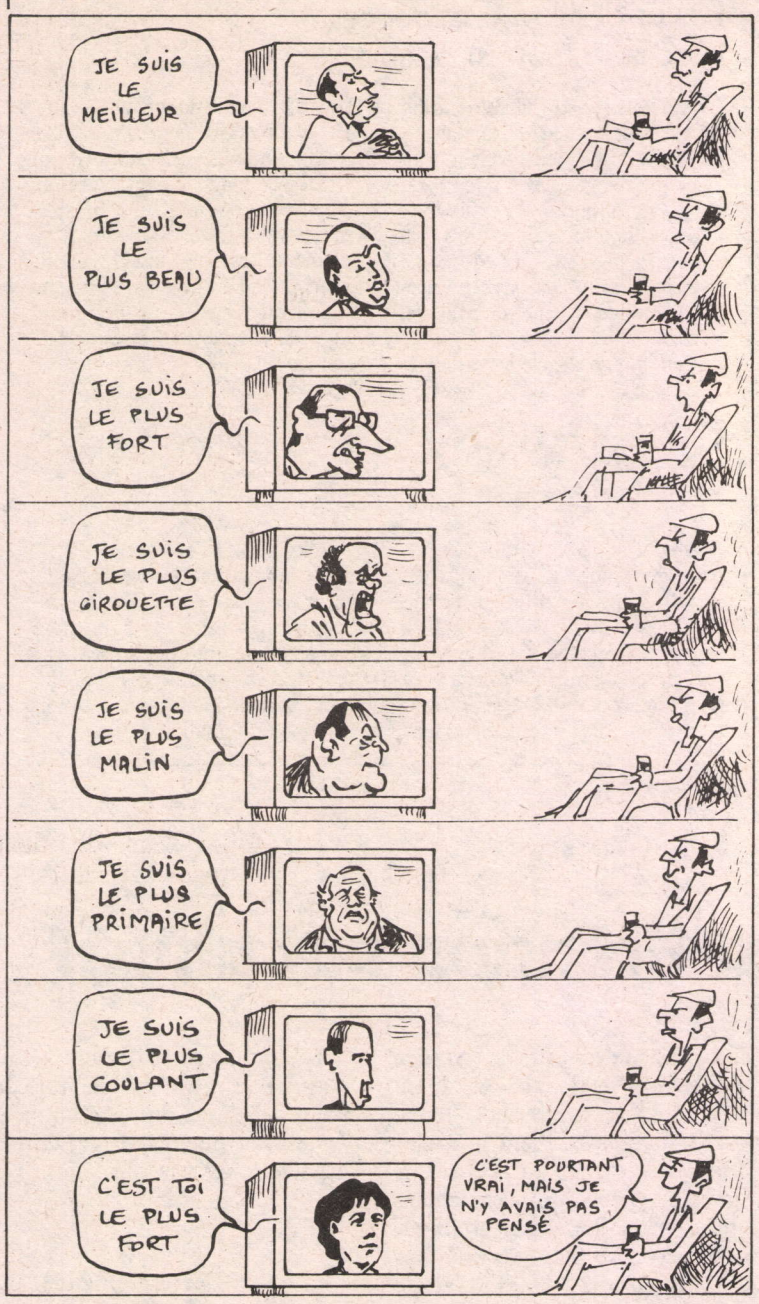
NANTERRE
Un lecteur de L.O. retraité, 100 F. Anonyme, 10 F. Nathalie, 15 F.

ROSNY-SOUS-BOIS
Famille Bargue, 100 F.

AUBERVILLIERS
Boulle-Millan, 100 F.

SEINE-ET-MARNE
Thierry, 150 F. Mémé, 50 F. Jacqueline, 200 F.

VAL-DE-MARNE
Daniel, 50 F. Fredo, 20 F. Pascal, 30 F. Freddy, 20 F. Ainaud, 30 F. E., 50 F. Didier G., 10 F. Un ouvrier pour L.O., 10 F. Soutien démocratique, 50 F. Said, 20 F. Dominique, 50 F. Roger, 10 F. Thierry, 20 F.



PTT AUSTERLITZ
Patrick Tbt, 100 F. Gérard Tbt, 50 F. Jean-L., 50 F. Patrick, Tbt, 50 F. Bernard et Danièle, 500 F.

SOUTIEN A L'OCCASION DU GALA
Theret, 100 F. Jean-Claude C.B., 50 F. J.-P. G., 50 F.

CREIL
Jimenez, 50 F. Fontaine Michel, 100 F.

CHÈQUES POSTAUX MONTPARNASSE PARIS
Fabienne, 100 F. Monique, 100 F. Véronique, 50 F. Mado, 100 F. Catherine, 100 F. M. Christine, 50 F. Rocco, 100 F. Christine, 100 F. Bruno, 100 F. Sylvie, 100 F. Anne, 100 F. Brigitte et Patrick, 200 F. Papy Jako, 100 F.

CRÉDIT AGRICOLE ILE-DE-FRANCE
Geneviève Dumas, 50 F. Jean Claude Lemagny, 200 F. Une enseignante, 100 F. Un employé, 30 F. Une peintre en bâtiment, 50 F. Elisa, 20 F. Une grand-mère, 100 F. Une employée, 100 F. Maryse, 30 F.

CRÉDIT LYONNAIS PARIS
Amanda, 250 F. Une employée du CL, 200 F. Un employé, 100 F. Danielle, 500 F. Martine, 50 F.

RATP CHAMPIONNET
Lachaume, 10 F. Sylvain, 10 F. Leger, 20 F. Taupin, 10 F. François, 10 F. Sabatere, 10 F. Christophe, 5 F. Martial, 15 F. Dugain, 10 F. Mazurier, 20 F. Soutien, 10 F. Soutien, 10 F. Soutien, 30 F. Branard, 10 F. Achard, 100 F. Palaric, 10 F. Germe, 10 F. Pierrot, 10 F. Brand, 10 F. Daix, 10 F. Metza, 10 F. Chambart, 10 F. Jean Portois, 40 F.

SNECMA CORBEIL
Tribon, 20 F. Le Belge, 20 F. Haral, 10 F. Marcel, 10 F. Barrovecchio, 20 F. H., 20 F. Leimeston, 10 F. Chauvin, 10 F. Vassault, 10 F. Pierre Justin, 20 F. Michel, 20 F. Lemoine, 20 F. Lecise, 20 F. Goddefroy, 20 F. Ferraty, 30 F. Montane, 10 F. Vasa, 20 F. Guillemot, 20 F. Yves, 50 F. Bilet, 10 F. Gaudon, 10 F. Guettuot, 20 F. Fournier Ph., 10 F. Laurent G., 10 F. Geffriand, 10 F. Le Corre Ch., 10 F. Ducros, 10 F. Wuathier, 10 F. Estavoyer, 10 F. Hachichi, 10 F. Rigaud, 20 F. P. Mauduit, 50 F. Seurat, 10 F. Alij, 40 F. Dudeffant, 10 F. Boquet, 10 F. Heigner, 20 F. Deluguin, 10 F. Thenault, 10 F. Illisible, 10 F. Reynaud, 10 F. Juteau, 40 F. Mack, 10 F. Richard, 10 F. Daignemint, 10 F. Reger, 10 F. Harnist, 10 F. Nathan, 10 F. Fontenoy, 10 F. Broute, 10 F. Racineux, 10 F. Dal Corso, 10 F. Patrice Yves, 20 F. Varin Isabelle, 20 F. Nioche, 10 F. Regis Lecuvier, 10 F. Bovisson, 10 F. Paillarse, 20 F. De Lagos, 20 F. Mougin, 30 F. Pohy, 10 F. Tribout, 10 F. Bréant, 10 F. Faux, 10 F. Gens, 10 F. Lepeintre, 20 F. Devergne, 10 F. Jumeaux, 10 F. Desnoulières, 20 F. Rocherieux, 10 F. M. Clausse, 25 F. Bonneau, 10 F. Esclaffre, 10 F. Fornarelli, 20 F. Debry, 20 F. Falco, 10 F. Bourgeois, 10 F. Hanras, 10 F. Rochelle, 10 F. Scolan, 10 F. Delage, 10 F. Hus, 10 F. Pluchino, 10 F. Goubert, 10 F. Guibaud, 10 F. Provost, 20F. Illisible, 20 F. Illisible, 20 F. Thiérry, 10 F. Carrasco, 20 F. Boch, 10 F. Loisel, 10 F. Wallet, 10 F. Puga, 10 F. Dal Pozzo, 10 F. Grandmaire, 10 F. Gaetner, 20 F. Papapicco, 10 F. Baron, 10 F. Venard, 10 F. Giraud, 20 F. Durand, 15 F. Maral, 15 F. Schmit, 20 F. Changeux, 15 F. Toufflet, 10 F. Said, 12 F. Jean-Louis, 10 F. Bottereau, 30 F. Semlali, 15 F. Lafont Ch., 20 F. Joannes, 20 F. Alain, 10 F. Malochon, 15 F. JC, 10 F. Binlein, 10 F. Quartesan, 10 F. Bruiant, 20 F. Crepellière, 10 F. Jean-Pierre, 10 F. Lopes, 20 F. Garcia, 30 F. Meunier, 20 F. Meun, 10 F. José, 20 F. Codron, 10 F. Harhois, 20 F. Jacot, 20 F. Bereus, 20 F. Technicien Snecma, 50 F. Alain, 20 F. Atiela, 10 F. Agnès, 10 F. Rahon, 30 F. Javelot, 30 F. Dion, 20 F. Magnier, 15 F. Amadou, 20 F. Balhoul, 20 F. Bensaadoune, 20 F. Fumeault, 10 F. Diloa, 10 F. Boudin, 10 F. Larrousse, 15 F. Carini, 15 F. Lecrusnier, 10 F. Vervoitte, 10 F. Mame, 10 F.

SEVRAN
M. Greff, 20 F. Une habitante, 50 F. Mlle Fremont, 206 F.

DIJON
Un étudiant de Dijon, 20 F. Robitaille Francis, 100 F. Pons René, 44 F. Hedue Patrick, 50 F. Soutien, 4 F. Travailleur de Rodock, 12 F. Un sympathisant, 20 F. Une sympathisante souriante, 30 F. Bernard, 100 F. Daniel, 100 F. Un cheminot, 50 F. Faynot, 100 F. Leb, 100 F. Noel, 10 F. Gilles (CHR Dijon) 20 F. Pascale, 10 F. Christian, 50 F. Francis, 50 F. Anonyme (CHR), 50 F. Anonyme, CHR, 30 F. Jury (Chalon), 10 F. Ecarnot (CHR), 50 F. P. sympathisant L.O. au Suma, 150 F. Un ouvrier d'Amora, 100 F. Pour le vrai changement, 250 F. Pour une bonne cause, 150 F. Martine F., 200 F. Un retraité d'accord en ce qui concerne votre programme, 20 F. Anonyme d'Iskille, 50 F. Nelly Bordeau, 20 F. Par solidarité, 20 F. Joe, 40 F. Daway Paul, 50 F. Eric, 30 F. Pascal, 25 F. Dominique, 30 F. Massoud, 20 F. Daniel, 50 F. François FJT, 10 F. Denis stage, 10 F. Véronique, 10 F. Un travailleur de SNH, 20 F. Un sympathisant PC, 10 F. Patrick, 10 F.

CHALON
André, 50 F. Boiret, 30 F. Josiane, 50 F. Yannick, 10 F.

CHATILLON
Pierre, 25 F. Andrée, 100 F. Un travailleur de Carnaud, 20 F. Lucienne, 25 F. René, 25 F. Anonyme, 20 F. Denise, 10 F. Marie-Claire, 50 F. Edith, 30 F. Philippe PTT, 25 F. Lucien, 20 F. Renée, 10 F.

AUTUN
Militants FO d'Autun, 50 F.

CREUSOT
Un ouvrier de Framatome, 20 F.

CORREZE
Jacqueline, 100 F. Sarue Henri, 20 F. Poulevarie H., 30 F. Guerne, 10 F. Escaravage, 30 F. Moisson, 50 F. Escare, 20 F. Fricotin, 50 F. Chastang, 40 F. Un habitant, 20 F. Perrier, 50 F. Une maman, 50 F. Un pépé 78 ans, 50 F. Une grand-mère de 20 ans, 20 F. Veyssière M., 20 F. Mouly, 20 F. Boutouyrie D., 30 F. Mamy R., 50 F.

LOT ET GARONNE NORD (4 CANTONS)
Un écologiste, 20 F. Garagiste, 34 F. Merle, 144 F. Claude P., 14 F. Jean-Claude militant agricole, 34 F. René C., agriculteur, 50 F. Michel, restaurant, 94 F. Professeur (français histoire), sympathisant PS, Claude, 50 F. Mariol (artisan électricien), 94 F. Une agricultrice, 16 F. Un citoyen du monde, Michel, 100 F.

ORLÉANS
Michel Rigaux, 20 F. Fred, 13 F. Jean-Claude Lefevre, 50. Fabienne Kreicher, 50 F. Catherine, 200 F. Couratier, 50 F. Jeannot, 100 F. Miloudi, 20 F. Eric Dancoisne, 10 F. Jacques Vernin, 100 F. Jean, 50 F. Nicole, 15 F. Geneviève, 60 F. Un magasinier CIT, 100 F.

BOURGES
François, 50 F. Copine, 50 F. Briaj, 20 F. Une copine, 30 F. Un ouvrier établissement militaire, 100 F. Gavroche, 100 F. Un ouvrier de gauche, 100 F. Deux sympathisants Sécurité sociale, 150 F. Une amie, 50 F. Bernadette, 30 F. En acompte de Bimery, 30 F. Bernard, 50 F. Un collègue, 50 F. Une copine, 50 F. Un travailleur, 30 F. Une amie de loin, 20 F. Mme Pengniez, 10 F. Mr et Mme Desseigne, 30 F. Ouvrière Luchaire, 30 F. Amezquiti, 30 F. Une copine de Rozières, 30 F. Une amie de Rozières, 50 F. Odile et Michael, 21 F. Martine (Sécurité sociale), 50 F. Peyrat J.-L., 50 F. Peyrat Denise, 50 F. Valentia, 50 F. Jeanne ex employée de l'hôpital, 50 F.

VIERZON
Claude S, 1 000 F. Parents de militants, 100 F. Un gars du Clos du Roy, pour Arlette, 100 F. Tourneur Unelec, 50 F.

LIMOGES
Hubert Sanguinette, 200 F. Monteur, 20 F. Chaudronnier, 30 F. Anonyme, 200 F. "Pour la chute du régime capitaliste", 250 F. Bruno, 200 F. Sympathisant, 50 F. Arnaud J., 100 F. Carles M., 200 F.

SNCF LIMOGES
Daniel Mournetas, 100 F. Robert Soleilhavoup, 50 F. Marc, 50 F. Mimille, 20 F. A. Changeux, 20 F. André, 30 F. Renaud, 20 F. Catherine Dumon, 200 F. Employé SNCF, 100 F. François, 50 F.

CHS ESQUIROL-LIMOGES
Famille Habeillon (1er acompte), 20 F. Marise, 50 F. Boissière Josianne, 50 F. Christian, 30 F. Une infirmière, 20 F. Anonyme, 50 F. Anonyme, 5 F. Dallère Françoise, 100 F.

ANGOULÊME
Un travailleur Leroy Somer, 300 F. Jean (Aigre-16), 50 F. Guy Ardin et Huguette (employée PTT Riberac-24), 100 F.

BORDEAUX
Moya Claude, 100 F. Anne-Marie Mirande, 100 F. Portelli, 200 F. Agnès, 100 F. Marina, 60 F. Clans "Bravo à ceux qui disent leurs quatre vérités aux politiciens", 40 F.

HÔPITAL-SUD BORDEAUX
Le grec de Pessac, 100 F. Suzanne de Pessac, 100 F.

TOULOUSE
Mr et Mme Rouquayrol, 300 F. Mr et Mme Zanetti, 100 F. Mr et Mme Vernhes, 50 F. Galera, 50 F. Borreda J., 50 F. P.G., 50 F. Une amie de Barcelone, 400 F. Programmeur Cerit, 100 F. Pierrot Vandeput, 50 F. Patrick Val, 50 F. Suzanne Loriol, 50 F.

MONTPELLIER
Une employée de la Dot, 100 F. Employé PTT, 30 F. Retraité, 50 F. Savall J.-Claude, 20 F. Employé Dot, 20 F. Gea Patrick, 50 F. Employé PTT, 10 F. Employé PTT, 20 F. Employée Dot PTT, 10 F. Employée Dot PTT, 10 F. Employée Dot, 10 F. Travailleur PTT, 10 F. Magnan Dot, 20 F. Employé, 10 F. Employé PTT, 10 F. Employé PTT, 10 F. Dot, 10 F. Dot, 10 F. Deux employés Télécom, 25 F. Dot, 10 F. Dot, 10 F. Dot, 10 F. Dot, 10 F. Dot, 20 F. Anonyme, 10 F. Deux employés PTT, 15 F. Aranega (PTT), 100 F. Employé PTT, 10 F. Employé PTT Dot, 10 F. Employé, 20 F. Un employé PTT, 15 F. Employé Dot PTT, 10 F. Employée DRT, 10 F. Employée Dot, 10 F. Une copine, 20 F. Léger, 200 F.

GRENOBLE
Michel T, 30 F. Henry, 25 F. Louis, 30 F. L. Michel, 35 F. Cataldo, 30 F. Un poto, 15 F.

LYON
Pereira, 50 F. Favre, 10 F. Ouvrier RVI, 20 F. Chaulet, 200 F. Tardy, 300 F. Mr et Mme Surdel, 200 F. Vincent, 30 F. Une lectrice, 10 F. Marie, 10 F. Jean-Claude, 10 F. Un révolutionnaire, 50 F. P.Y., 10 F. Monique, 10 F. Sergio, 5 F. Fredo, 10 F. Une adresse, 10 F. Sapey, 50 F. Barbou, 50 F. Martine, 30 F. Hélène, 20 F. Lily retraitée, 500 F. Pierre Basset, 20 F. Ouvrier Hutchinson, 124 F. Un ouvrier Jeumont Schneider, 100 F. Employée Mairie Villeurbanne, 450 F. Soutien Villeurbanne, 100 F. Une employée Delle-Alsthom, 100 F. Antoinette, 50 F. Une sympathisante, 30 F. Un acheteur, 20 F. Un retraité, 50 F.

HÔPITAL ÉDOUARD HERRIOT LYON
Une agent de service, 50 F. Une hôtelière, 40 F. M. Pascale, 30 F. Christine, 20 F. Maurice, 30 F. Mireille, 20 F. Renée. 50 F. Pierrot, 50 F. ASH, 40 F. Ouvrier Martinez, 30 F. ASH, 10 F. Claude laborantine, 50 F. Laborantine, 20 F. Christiane ASH, 100 F. ASH, 50 F. Surveillante labo révoltée, 100 F.

THONON
Pontet prothésiste dentaire, 200 F. Hamel Maïté, 50 F. Taboudiot, 200 F. Moiraud, 100 F.

RVI FEUILLAT LYON
Laurenco, 10 F. Macan, 10 F. Grousson, 10 F. Calisto, 10 F. Un ouvrier, 10 F. Berne, 10 F. Bancel, 10 F. Berrod, 10 F. Léon, 10 F. Guillot, 10 F. Blais, 10 F. Kenjalo, 10 F. Marion, 10 F. Barbier, 10 F. Chenard, 10 F. Hamouda, 10 F. Mercier, 10 F. Houari, 10 F. Lafi, 10 F. Casalcorti, 10 F. Tasca, 10 F. Bonnard, 10 F. Campone, 10 F. Darhane, 10 F. Chikh, 20 F. Come, 10 F. Moreno, 10 F. Lina, 10 F. Iafrate, 10 F. Chastagner, 10 F. Privat, 10 F. Salino, 10 F. Bouzon, 20 F. Broisin, 10 F. Garcia, 10 F. Martinez, 10 F. Comte, 10 F. Loumis, 10 F. Venet, 10 F. Brunet, 15 F. Olohadjan, 10 F. Askil, 30 F. Lonais, 10 F. Conturelli, 20 F. Valente, 10 F.

RVI SAINT PRIEST
Normand, 10 F. Di Pierro, 10 F. José, 15 F. Soremani, 12 F. Bagnet, 10 F. Get, 20 F. Roger, 10 F. Gay, 30 F. Mouldi, 10 F.

RVI VENISSIEUX
P.L., 20 F. Frechet, 20 F. Moiroud, 15 F. Abel, 10 F. Beloud, 20 F. L.P., 16 F. Bonnardel, 30 F. Danalussi, 10 F. Ouvrier RVI, 50 F.

SPECIA - ST. GENIS LAVAL
M.C., 100 F. M.O., 10 F. Marc, 50 F.

DIEPPE
Letellier Michel, 150 F. Dieudonné Jean, 20 F. Parents, 20 F.

ROUEN
Une institutrice, 100 F. Une retraitée, 100 F. Pour Arlette, 50 F. Michèle, 100 F. Dominique, 5 F. SNCF, 5 F. Jean-Michel, 200 F. Parent, 300 F. José, 50 F. Agnès, 150 F. Beau père, 100 F. Collègue, 20 F.

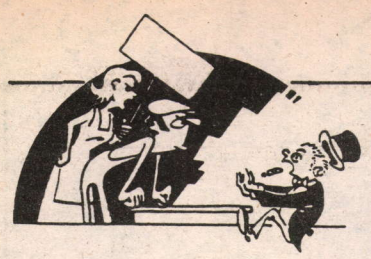
LILLE
Dalleme Serge, 100 F. X., 10 F. Clotilde et Michel, 100 F. Jean-Claude, 100 F. Bernadette Gaignaire, 100 F. Bernard Tourcoing, 100 F. Didier Villeneuve d'Asq, 100 F. Redoute Patricia, 50 F.

NORD
Prof d'anglais, 25 F. Famille ouvrière Valenciennes, 50 F.

RENNES SÉCURITÉ SOCIALE
Olivier M., 30 F. Puillandre, 58 F. Guillard, 20 F. Gillet, 20 F. Gauthier Annick, 20 F. Leclere M.C., 35 F. Gouellen M., 20 F. Josse Josette, 20 F. Tigier Josiane, 50 F. Malœuvre, 20 F. Leflot, 25 F. Richard Nelly, 20 F. Bidel Philippe, 20 F. Le Troadec, 25 F. Jactel, 20 F. Le Guiriec E., 50 F. Nael, 20 F. Chatton, 20 F. Quipourt, 30 F. Angot, 20 F. Chopin, 20 F. Philippot, 20 F. Vercer, 20 F. Bourdon, 20 F. Louvet, 15 F. Un trait, 20 F. Hoffmann, 30 F. Cadoret, 20 F. Crocq, 30 F. Anonyme, 40 F. A. Nonhime, 20 F. Moriceau, 50 F. Boulard, 50 F.

TOTAL DE LA SEMAINE : 36 954 F

TOTAL GÉNÉRAL A CE JOUR : 71 048 F



MGF (LE MANS)

Les bureaucrates commençent le sale boulot, la direction veut le terminer

Ce n'est que trois jours avant le vote que la CGT des MGF a présenté, officiellement, aux travailleurs sa liste de candidats aux élections de délégués du personnel. Cette liste n'était pas reluisante. Il y avait cinq candidats titulaires et cinq candidats suppléants, au lieu de quatorze titulaires et autant de suppléants habituellement. Il manquait donc dix-huit candidats ! Parmi eux, trois délégués du personnel et un délégué syndical depuis vingt ans à la CGT. Le but était d'exclure des listes deux délégués connus pour leurs sympathies envers Lutte Ouvrière et tous ceux qui n'acceptaient pas de marcher au doigt et à l'œil.

Mais cette manœuvre n'est pas passée comme une lettre à la poste. Les syndiqués réunis par les exclus étaient écœurés. Une pétition demandant la réintégration sur les listes fut lancée. Elle recueillit 296 signatures. Dans le service du principal responsable CGT, celui-ci fut pris à partie : **"La démocratie, tu t'assois dessus... il ne faudra pas venir nous voir pour parler syndicat ou démocratie".**

Les bureaucrates ont tout fait pour empêcher les exclus de s'exprimer. Dans une lettre à la direction, ils limitaient leurs heures de délégation à quinze heures, au lieu des trente heures habituelles. La direction des MGF, complaisante, a appliqué cette limitation. Elle a aussi tenté de s'opposer au passage des délégués exclus dans les services en essayant de les intimider. Les bureaucrates de la CGT ont alors sorti une **"note confidentielle aux syndiqués"**, tellement "confidentielle" qu'elle a atteri sur le bureau du chef du personnel, avant même que certains syndiqués ne l'aient reçue. Cette note accusait nos camarades de faire des réunions politiques sur les heures de délégation. Dans un autre tract, public celui-là, ils étaient accusés de **"faute grave dans l'activité syndicale".** Le tout sans aucune preuve ni précision, et pour cause !

La pétition demandant la réintégration sur les listes a été portée aux responsables du syndicat par onze travailleurs. Ce jour-là, les bureaucrates étaient introuvables. Ils ont fait connaître leur réponse par voie de presse : **"La pétition est illégale et, dans les signatures, figurent celles de gens qui votent pour FO, la CGT ou d'anciens cégétistes".** "Illégale", c'est le même terme que la direction des MGF a employé pour qualifier la pétition.

Devant le refus de réintégrer les exlus dans les listes, ceux-ci ont alors appelé à l'abstention aux élections de délégués du personnel. L'abstention est passée de 30 à 40 % des inscrits. Tous les syndicats ont perdu des voix, surtout la CGT qui a perdu 35 % de son électorat et un poste de délégué titulaire et un autre de délégué suppléant.

Ainsi les travailleurs des MGF ont tenu à marquer leur désapprobation devant de telles méthodes anti-démocratiques.

Epilogue :

Le lendemain des élections, la direction convoquait les deux ex-délégués, elle entamait une procédure de licenciement contre l'un d'entre eux et sanctionnait l'autre.

Les Mutuelles du Mans, derrière les belles "pubs" à la télé, c'est ça aussi !

Correspondant L.O.

CRÉDIT LYONNAIS (LEVALLOIS)

Fin de la grève au Tandem

Le secteur Tandem du Crédit Lyonnais Levallois (service chargé de la transmission et de la répartition des messages chiffrés de virements de fonds, soit aux banques étrangères et françaises, soit aux agences du Crédit Lyonnais) était en grève depuis le 20 décembre. 25 personnes sur 33 occupaient les locaux, depuis le 9 janvier.

Les renvendications du personnel portaient sur l'amélioration des conditions de travail et des augmentations de salaires. Mais parce que ces dernières lui semblaient justifiées essentiellement par sa qualifiation, le personnel du Tandem n'a jamais essayé d'étendre le mouvement, ni même de s'adresser dans ce sens à l'ensemble du personnel de l'annexe de Levallois (environ 1 200 personnes au total).

Bien que la solidarité se soit manifestée par une collecte qui a recueilli 4 300 F, le personnel est resté seul tout au long des trois semaines d'occupation.

L'attitude de la direction, probablement, aurait été différente si les grévistes de Tandem avaient entraîné avec eux ne serait-ce qu'un secteur significatif de Levallois. Là, elle a refusé catégoriquement de discuter des salaires. Quelques problèmes liés aux conditions de travail ont été abordés.

Se rendant compte qu'ils ne pourraient continuer plus longtemps en restant isolés, les grévistes ont décidé de reprendre le travail le 29 janvier, pas victorieux mais pas défaits non plus.

Correspondant L.O.

C'est vrai qu'il n'y a pas de sécurité en France

Le tribunal correctionnel de Nanterre a condamné le 28 janvier 1985 l'ingénieur de sécurité préposé de la société SOGENE, qui par *"maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements"* avait involontairement causé la mort de Grenai Mokhtar, qui effectuait des travaux de construction à une hauteur de 75 mètres.

Comme aucun garde-corps ou autre dispositif de protection collective permettant d'empêcher des chutes dans le vide n'était installé, que des mesures de protection individuelles n'ont pas été utilisées, qu'à l'occasion de l'utilisation d'appareils de levage commandés d'une cabine suspendue, il n'y avait pas de chef de manœuvre et qu'aucune mesure convenable n'avait été prise pour éviter les heurts, l'ingénieur de sécurité a été condamné à... six mois d'emprisonnement avec sursis et 3 000 F d'amende, sur requête du procureur de la République et à la publication obligatoire du jugement dans le journal *Le Monde*.

Quant aux propriétaires de la société SOGENE qui utilisaient les services de l'ingénieur de sécurité, eh bien... eh bien rien, justement !

D'UNE ENTREPRISE À L'AUTRE

CHAUSSON (GENNEVILLIERS)

Un chef tout seul ça pèse pas lourd !

A la tôlerie du C35 Citroën, un chef a eu la malencontreuse idée de vouloir enlever un quart d'heure à deux travailleurs qu'il accusait d'être partis avant l'heure.

Mal lui en a pris. Toute la chaîne s'est aussitôt arrêtée. La maîtrise est allée s'abriter vite fait dans les bureaux, laissant le chef d'atelier se débrouiller.

Livré à lui-même face aux travailleurs, le chef d'atelier n'a pas tenu longtemps : il a cédé sur tout !

PEUGEOT

Mutations ici, licenciements là

L'usine Peugeot de Mulhouse emploie à l'heure actuelle 450 intérimaires. Le bruit court qu'ils seraient bientôt remplacés par des ouvriers fixes de l'usine de Sochaux (située à 60 kilomètres de là).

A Sochaux, à l'atelier des Presses, des travailleurs ont été convoqués un par un pour se voir proposer d'aller travailler à Mulhouse, avec à la clé une prime de 1 400 F. Certains acceptent, surtout quand ça les rapproche de leur domicile. Ça se comprend.

Mais chaque mutation signifie un intérimaire sans travail à Mulhouse.

Les intérimaires, qui en ont gros sur la patate, l'ont compris comme cela !

CITROËN (AULNAY)

Postes de travail, cadences, horaires : tout est flexible

Au Ferrage, où la fabrication de la LN doit s'arrêter, la maîtrise va voir les travailleurs en leur donnant le "choix" entre une mutation "volontaire" à l'usine de Charleville, l'aide au retour ou la porte. Et pourtant, au Montage, la direction fait venir des ouvriers des usines de Caen et de Metz en déplacement !

Pendant ce temps, les cadences sont à la hausse dans toute l'usine. Et la direction vient d'annoncer trois samedis travaillés pour février et mars. Jusqu'à présent elle n'avait pas eu trop de problèmes à faire faire des heures supplémentaires — à cause de la paie. Mais si l'on en juge par le maigre succès du samedi travaillé à la fin janvier, elle va peut être rencontrer un os.

CÂBLES D'AUTUN

Ben mon cochon !

Aux Câbles d'Autun, entreprise du groupe CGE implantée depuis 5 ans à Autun, c'était la première fois, le samedi 14 décembre, qu'il y avait une remise de médailles du travail en grande pompe. Un vin d'honneur était offert à tout le monde.

Le Comité d'entreprise offrait une prime de 650 F aux médaillés du travail.

Côté patron, c'est le directeur social en personne qui est venu des Câbles de Lyon pour offrir la participation patronale aux médaillés du travail : un saucisson de Lyon !

CRAM (ROUEN)

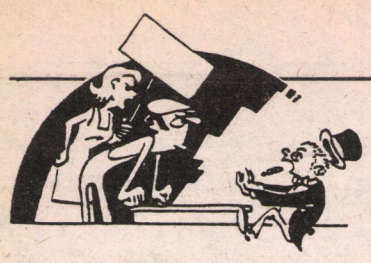
La Sécurité sociale condamnée pour licenciement abusif

En mars 1985, sous prétexte **"qu'il avait demandé des conseils pour installer un néon à son domicile"**, la direction de la CRAM licenciait un ouvrier débutant. La colère des employés se transforma immédiatement en mouvement de grève et un comité de soutien fut élu pour organiser l'action (la CFDT, FO et la CFTC soutenaient, la CGT était résolument contre). Malgré les débrayages et les grèves, le soutien d'un certain nombre de caisses de Sécurité sociale, l'écho dans la presse et sur les radios locales, la direction décida de maintenir le licenciement.

L'affaire fut portée devant les Prud'hommes. C'est finalement un juge professionnel qui départagea les conseillers ouvrier et patronal divisés. L'avocat de la direction, fier d'être l'avocat des patrons, traita les employés de la Sécurité sociale de "nantis", le licencié de "fumiste" et demanda si la Sécu devait être le **"refuge des rebuts de la société" !** Eh bien, malgré toute cette haine patronale, les Prud'hommes donnèrent raison au licencié. Il s'agissait bien d'un licenciement abusif et la CRAM était condamnée à verser 20 000 F de dommages et intérêts et 2 000 F de frais.

L'annonce de ce résultat à provoqué joie et amertume. Joie de voir la direction condamnée. Amertume de voir malgré cela le licencié rester à la rue.

Correspondant L.O.



NORTON (LA COURNEUVE)

Les travailleurs ont cessé les débrayages la direction n'a rien cédé

Les débrayages quotidiens, commencés il y a 6 semaines pour les salaires, se sont terminés mardi 4 février. Ces deux dernières semaines, le nombre de participants était allé en diminuant un peu, pour ne plus s'élever qu'à 110 le dernier jour.

Alors, la direction n'a rien cédé et ce n'est pas sur une victoire que les mouvements ont cessé. Certains sont déçus de ne pas avoir obtenu la moindre concession du patron.

Mais ces débrayages, s'ils ont duré longtemps, s'ils ont rassemblé au début les 2/3 des ouvriers et jusqu'à la semaine dernière encore près de la moitié des travailleurs, ne pouvaient pas faire céder la direction. Une heure par jour coupée en deux demi-heures, puis 2 heures depuis le jeudi 30 coupées en quatre demi-heures, occupées à faire le tour des ateliers en criant *"On a gagné"*, ça ne pouvait pas impressionner le patron.

Mais les travailleurs dans leur majorité n'étaient pas décidés à aller au-delà et la CGT les confortait dans cette position.

Des camarades ont bien tenu un autre langage aux travailleurs. Ils leur ont proposé à plusieurs reprises de faire autre chose que des débrayages. Ils ont expliqué que ce que nous faisions ne suffisait pas pour impressionner les patrons et les faire reculer, qu'il ne fallait pas se contenter de rester dans l'usine à tourner dans les ateliers, que nous pourrions, au nombre que nous étions (350 les premiers jours, et même à 200 les derniers temps), tenir des meetings à la porte des entreprises alentour, au moment où les travailleurs arrivent, et tenter de les entraîner eux aussi à défendre leurs revendications.

Car ce que craignent les patrons, ce sont les mouvements qui s'étendent. Mais seule une minorité des travailleurs a compris cela.

Tous les problèmes restent donc posés chez Norton, car les salaires ne seront augmentés que de 1% pour

1986 et la direction n'a renoncé aux augmentations sur la prime que pour l'année. Il nous faudra bien alors engager d'autres batailles. Mais autrement, si nous voulons mettre toutes les chances de notre côté.

Correspondant LO

ATELIERS RATP CHAMPIONNET (PARIS 18e)

On en a autant à son service !

Aux Ateliers RATP de la rue Championnet, à Paris 18e, où on répare les bus, nous avons eu le plaisir de prendre connaissance d'un rapport confidentiel émanant de la direction.

L'atelier central *"est caractérisé par"* :

— *"l'activisme politique incessant"*, qui entraîne des *"délégations sans fin auprès de l'encadrement"* qui ne peut plus faire son travail ! (C'est sûr qu'il n'y a pas d'autre raison aussi ?) ; qui entraîne *"une tension permanente dans les relations humaines"* et des *"manifestations illégales"* par *"journaux et tracts politiques"*;

— *"L'indiscipline notoire"* et générale, qui se manifeste, non seulement dans *"les horaires"* et *"la présence au poste de travail"* mais aussi par *"des plaisanteries de corps de garde vis-à-vis de la maîtrise"* (à croire qu'ils ont tous été élevés au couvent du Sacré-Cœur-de-Jésus !) et, paraît-il, par de *"l'agressivité"* et des *"menaces"*, *"des attitudes de droit commun"*. Nous y voilà : Championnet, c'est Sing-Sing, Cayenne et Alcatraz réunis ! Ce qui explique sans doute l'attitude de garde-chiourme de certains membres de l'encadrement !

Pour finir, *"le temps de travail effectif est encore insuffisant"*, malgré les pressions et les chantages incessants depuis quelques années. Et ça, c'est ce qui les gêne le plus !

Mais longue vie à l'Atelier de Championnet, vu à travers les lunettes de l'auteur de ce texte. Car c'est vrai, on défend nos idées, et on n'est pas prêts à tout accepter de la maîtrise et de la direction !

Correspondant LO

EDF

300.000 foyers privés d'électricité La neige responsable mais EDF n'est pas blanche

300000 foyers dans l'Ardèche, le Gard, l'Aude, l'Ariège et les Pyrénées-Orientales ont été privés d'électricité à la suite de la tempête de neige commencée fin janvier. De nombreuses lignes ont été coupées, des pylônes abattus, la neige ayant collé et par son poids ayant démoli les installations.

Ce n'est pas la première fois que de telles catastrophes se produisent en France. *Le Monde* du 4.2.86 rappelait qu'en novembre 1982, en Auvergne, 600.000 foyers avaient été privés d'électricité, ce qui avait coûté à EDF 340 millions de francs pour le dépannage et les réparations. Sans compter tous les risques et les dommages subis par la population concernée.

Des dispositifs venant du Japon, afin de tronçonner d'éventuels manchons de neige, ont été installés sur plusieurs centaines de kilomètres de lignes, alors que le réseau EDF atteint le million de kilomètres. Pourquoi EDF tarde-t-elle tant à équiper le réseau de dispositifs évitant de telles catastrophes ? Dans un pays industriel comme la France de cette fin du 20e siècle, on pourrait tout de même éviter à des centaines de milliers de gens de se retrouver brusquement sans électricité et quasiment coupés du monde. Il faudrait pour cela moins de gros sous que l'on en gâche à construire des Superphénix qui produisent de l'électricité au double du prix des autres centrales nucléaires. Et qu'on ne nous dise pas qu'on ne pourrait trouver de la main-d'œuvre, avec les trois millions de chômeurs de ce pays !

La neige est peut-être "collante". Mais ce qui ne colle plus du tout, c'est la façon dont sont décidés et réglés des problèmes qui concernent la population.

LG.

SNCF

Après les accidents de l'été les mesures de sécurité SNCF

De la poudre aux yeux

Après les accidents ferroviaires de cet été, la SNCF vient de publier son plan de mesures de sécurité. Elle clame bien fort qu'elle va consacrer un milliard et demi pour la sécurité, sur le budget 1986.

LA SÉCURITÉ POUR L'AN 2000...

En fait, la sécurité, la vraie, celle qui existe aujourd'hui sur le TGV et lui seul, la SNCF l'a bel et bien programmée, mais pour l'an 2000 pratiquement. ASTREE, c'est son nom, sera, aux dires de la SNCF, un "filet de sécurité" qui permettra à tout instant de repérer, à quelques mètres près, tous les trains en circulation ou à l'arrêt sur l'ensemble du réseau, depuis les voies uniques jusqu'aux lignes à grande vitesse et y compris les voies de service ; tout train dont la circulation poserait problème pourrait recevoir un ordre immédiat, et celui-ci pourrait être répercuté sur les trains des zones voisines.

La généralisation à tout le territoire se ferait au fur et à mesure de l'extension du réseau RADIOCOM 2000, réseau de transmissions de données des PTT, devant entrer en relation avec un système de radars embarqués et de microprocesseurs de bord. Cela serait fait après 1990. Enfin, on pourra faire appel, après 1995, à des satellites géostationnaires pour la transmission des données et la localisation...

Mais d'ici là, que prévoit la SNCF ? En fait, rien. Rien de plus que ce qui se faisait bon an mal an avant la série des trois catastrophes de cet été !

...ET L'AUSTÉRITÉ EN ATTENDANT

1,5 milliard de francs seront consacrés à la sécurité en 1986. Mais c'est à peine 15% de plus qu'en 1985. La rallonge n'est que de 200 millions, une broutille à l'échelle des besoins de la SNCF.

Et 1,5 milliard pour la sécurité, cela ne fait que revenir aux chiffres d'il y a quelques années. Car il faut dire que tout le budget d'investissements a subi, ces dernières années, un sérieux coup de frein.

Comment se répartissent les 200 millions "nouveaux" ? Une centaine de millions seront consacrés à accélérer le programme d'équipement des voies uniques, les petites voies, comme celle où a eu lieu la catastrophe de Flaujac le 3 août dernier (33 morts, 100 blessés) : 500 km par an au lieu de 100 seront équipés de blocks manuels. Mais il reste 6500 km de ces voies sans aucun système de sécurité !

Et c'est tout juste s'il est prévu de remplacer les vieux téléphones de ces gares-là par un système informatique, d'ici trois ans.

Une cinquantaine de millions iront encore pour les voies uniques, afin d'équiper en système simplifié de liaison radio. Mais cela ne permettra de les équiper qu'à raison de 1000 km par an. Il faudra donc 6 ans pour que la situation du chef de gare de Flaujac, n'ayant plus les moyens de contacter le conducteur du train qu'il a laissé partir par erreur, ne puisse plus se reproduire.

Les cinquante derniers millions permettront de doubler la cadence actuelle des liaisons radio sol-train sur le reste du réseau : 800 km au lieu de 400. Faut-il rappeler, là encore, que le réseau exploité est de... 340 00 km.

LES CAUSES D'ACCIDENTS SUBSISTENT

Le déraillement du train Le Havre-Paris le 8 juillet sur un passage à niveau, à Saint-Pierre-du-Vouvray avait causé 8 morts et 55 blessés. Que décide la SNCF ? Rien. Elle déclare simplement qu'elle *"n'est pas responsable des aménagements routiers de passages à niveau"*, et qu'elle consacre déjà assez d'argent à en supprimer un peu plus d'une centaine par an ; il en reste 22000...

Enfin, si on a beaucoup vu à la télévision ou dans la presse les images du fameux simulateur de conduite, qui devrait selon la SNCF améliorer la formation des conducteurs, elle continue à mettre en avant la vieille VACMA comme premier moyen d'assistance au conducteur. *"Ce système provoque l'arrêt automatique en cas de défaillance du mécanicien"*, répète abusivement la SNCF. A Argenton-sur-Creuse, où le mécanicien n'a pas eu la bonne réaction au signal limitant la vitesse à 30 km/h, la VACMA n'a servi à rien. Bilan : 49 morts, 40 blessés. Car la VACMA n'intervient que si le conducteur ne réagit plus du tout.

La sécurité pour l'an 2000, et rien ou pas grand-chose avant, telle semble devoir être la politique décidée par la SNCF. Une politique scandaleuse de risques pris consciemment pour 10 ou 20 ans pour les 12000 trains qui circulent par jour.

Car même pour ce qui est de l'an 2000, une lecture attentive des prouesses d'ASTREE a de quoi soulever des doutes. ASTREE sera rentable, soulignent les responsables de la SNCF, *"contrairement aux investissements traditionnels affectés strictement à la sécurité"* : ASTREE pourra prendre en charge l'aide à la conduite, la régulation du trafic, les annonces pour les voyageurs, l'information des clients marchandises, les relevés de trains, etc. *"Bref, il répondra tout autant aux impératifs d'optimisation et de souplesse du transport qu'à des objectifs commerciaux et de gestion"*.

Là où il devrait s'agir d'assurer la sécurité, d'épargner la peine des hommes, la SNCF ne sait parler que de rentabilité, d'économie de personnel, bref de pognon !

Hervé MARTIN

REPRISE AU CINÉMA

"OMAR GATLATO"

de Merzak Allouache

Alger, une dizaine d'années après l'indépendance. Pour Omar et ses copains, la guerre est de la vieille histoire juste bonne pour les anciens combattants qui ressassent leurs faits d'armes dans une vie qui n'a plus rien de glorieux. Omar se rappelle bien que, tout môme, il était partout lors des manifestations, des descentes de police, il courait vite et il lui arrivait d'y perdre ses souliers : *"J'échappais aux rafles... pas aux gifles de ma mère... les chaussures coûtaient cher"*.

Mais Omar, aujourd'hui, a bien d'autres préoccupations. Comme ses copains, il en a une surtout : les femmes ! *"Ça le tue"*, c'est-à-dire "Gatlato" du surnom dont l'ont affublé ses copains. Il y a la femme qu'il regarde à sa fenêtre, le matin en se rendant au travail, sans trop le montrer, car *"c'est mal vu dans le quartier"*. Il y a celles dont on rêve et dont on ne parle pas. Il y a, pour Omar, l'inconnue, celle dont la voix entendue par hasard sur une cassette l'a ému et l'obsède.

A défaut de femmes, la bande des copains d'Omar se saoulent de musique populaire algéroise, la musique chaabi, et à l'occasion de bière. Une façon d'oublier le HLM surpeuplé, le boulot idiot de petit fonctionnaire. Et puis le week-end, il y a les matches de foot.

En dix ans la société algérienne a évolué, déclare Merzak Allouache le réalisateur : *"Omar Gatlato allait noyer ses chagrins dans la bière et les bas-fonds des bars d'Alger; aujourd'hui, la mosquée a remplacé le bistrot comme lieu refuge-défouloir des jeunes."* Les modes ont changé et aussi les drogues. *"Aujourd'hui, continue le réalisateur, on trouve à Alger des rockers, des intégristes, des "bouhis" (genre de jeune titi), des "tchitchi" (gosses de nouveaux riches) et même des rastas... Les jeunes s'éclatent comme ils peuvent et ils sont sûrement trois ou quatre fois plus nombreux et plus exigeants qu'en 1976"*.

Mais, même si dans son film Merzak Allouache nous décrit des réalités qui ont changé depuis, il nous donne avec *Omar Gatlato* un tableau sensible et non sans humour de la vie quotidienne à Alger il y a quelques années.

Cécile BERNIER

NOSTALGIE

"GINGER ET FRED"

de Federico Fellini
avec Giulietta Masina et Marcello Mastroianni

Deux vieux danseurs mondains se retrouvent lors d'une grande émission télévisée de variétés, *Chez vous ce soir,* le soir de Noël. Trente années se sont écoulées depuis l'époque où, irrésistibles, ils imitaient le célèbre duo de claquettes Ginger Rogers et Fred Astaire sur les scènes du music-hall italien et où leur popularité était au zénith. Depuis, chacun a fait son chemin. Ginger, alias Amélia, s'est installée confortablement dans la société.

Fred, alias Pippo, a sombré dans l'alcoolisme, aigri par l'anonymat. Deux itinéraires qui ont divergé avant de se rejoindre pour cette nouvelle émission de variétés télévisée.

Fellini explique qu'il n'a pas voulu faire un film contre la télévision. *"Faire un film contre la télévision"* dit-il, *"c'est aussi absurde que de faire un film contre la loi de la gravité"*. Alors, contre un certain type de télévision ? Certainement. Contre cette télévision qui bêtifie et méprise profondément les téléspectateurs, les abreuve de publicités jusqu'à plus soif, les trimbale de niaiseries en niaiseries. Cette télévision, que l'on attribue aujourd'hui volontiers à Berlusconi, est déjà bien présente en France. Les Guy Lux, Patrick Sabatier et autre Jacques Martin valent bien le présentateur de *"Chez vous ce soir"*.

Mais si le pamphlet contre les chaînes privées est percutant, le film ne se limite pas à cela. Fellini a voulu aller au-delà de la dénonciation d'un certain type d'abrutissement télévisé pour faire la peinture de la dérive de ses personnages. Ginger et Fred nous paraissent vulnérables et fragiles dans ce monde de rapaces du show-business. Vieillis, ils ne suscitent plus vraiment d'intérêt. Les citrons sont pressés et avant de les rejeter définitivement dans l'oubli et la vieillesse, l'espace d'un instant, un réalisateur a seulement décidé de donner un dernier coup de projecteur sur les deux artistes. Mais l'indifférence est générale dans cette mécanique à produire du divertissement. A Ginger et Fred, il ne reste plus que leurs souvenirs, la nostalgie du temps passé, une tendresse et un respect réciproques qui en font des êtres attachants, des miraculés au regard du monde qui les entoure.

Stéphane HENIN

sélection télé

Samedi 8 février

20 h 40. TF1 — La méthode rose. Téléfilm avec Jean-Pierre Cassel. Un créateur de mode, grâce à une rencontre avec une jeune femme africaine, découvre la société qui l'entoure, et notamment le racisme.
22 h 15. TF1 — Droit de réponse. Emission de Michel Polac consacrée aux **Casinos** et à leurs dessous.

Dimanche 9 février

20 h 35. TF1 — Coup de Sirroco. Film d'Alexandre Arcady qui raconte, avec humour et tendresse, les mésaventures d'une famille de petits épiciers pieds-noirs qui, contrainte de quitter l'Oranais au moment de l'indépendance de l'Algérie, vient s'installer à Paris.
22 h 30. FR3 — Cinéma de minuit : Un carnet de bal. Film de Julien Duvivier (1937). Huit sketches dont le lien est une jeune femme qui se souvient de son premier bal à un moment de désarroi. Pessimisme et amertume garantis.

Lundi 10 février

20 h 35. TF1 — Le pigeon, de Mario Monicelli (1958). Un classique du cinéma italien où le rire côtoie l'amertume. Ce film dépeint avec talent un petit monde de parias et de petites frappes décidés au grand "coup" qui doit enfin leur changer la vie !
20 h 35. A2 — A l'Est d'Eden. Feuilleton en quatre épisodes adapté du roman de John Steinbeck qui retrace, au travers de la rivalité de deux frères, l'histoire d'une famille américaine depuis la fin de la guerre de Sécession jusqu'en 1917.
22 h 10. A2 — Les jours de notre vie. Reportages et témoignages, sur la **contraception au présent.**

Mardi 11 février

20 h 35. A2 — Mardi Cinéma : Entrée des Artistes. (1938). Film de Marc Allégret. Une description du conservatoire. Des jeunes qui s'y côtoient, romanesques, arrivistes ou jaloux. Une bonne peinture de mœurs.

Mercredi 12 février

20 h 35. A2 — Le grand Echiquier. Emission de Jacques Chancel. Invité : Vladimir Ashkenazy, pianiste et chef d'orchestre, exilé d'URSS depuis 23 ans.
23 h 05. FR3 — La Palombière. Un film d'amour où la nature et la forêt du Périgord, la vérité des émotions donnent une belle histoire intimiste.

Jeudi 13 février

20 h 35. TF1 — Partis de campagne. Emission politique, dans le cadre de la campagne électorale sur le thème de **L'Economie et de l'Emploi.** Pierre Bérégovoy, ministre socialiste de l'Economie et des Finances, va s'opposer — mais si peu, au fond — à René Monory, ex-ministre de l'Industrie puis de l'Economie et des Finances, sous Giscard.
20 h 35. A2 — L'été 36. Téléfilm en deux parties tiré du roman de Bertrand Poirot-Delpech. Deux mondes étrangers l'un à l'autre, celui des "prolos" descendus des faubourgs parisiens vers la campagne, et celui des "aristos", vont se côtoyer — et libéralisme et bons sentiments obligent — se mêler quelque peu, le temps d'un "congé payé". Une vision parfois caricaturale mais tout de même sympathique.

Vendredi 14 février

20 h 35. TF1 — L'amour de A à Z. Pour ceux qui ne boudent pas les variétés, une sélection de belles chansons d'amour, interprétées, entre autres, par Edith Piaf, Brel ou Gréco.
20 h 35. FR3 — A nous les beaux dimanches. Deuxième épisode d'une évocation historique qui se situe en 1933-34 — on la doit à Georgette Elgey, écrivain et historienne — et qui met en scène deux familles, l'une bourgeoise, l'autre ouvrière.
21 h 30. A2 — Apostrophes. L'émission littéraire de Bernard Pivot qui reçoit quelques auteurs dont Isabel Allende, nièce de l'ex-président chilien et Jorge Semprun, évoquant les années de nazisme et de stalinisme.

21 h 35. FR3 — Vendredi. Magazine d'André Campana et Igor Barrère. **Les Klarsfeld, une famille dans l'histoire.** Qui sont ces époux obstinés qui pistent les criminels nazis encore de ce monde, aux quatre coins de la planète ?

sélection ciné

Sélection dans les salles parisiennes

L'HISTOIRE OFFICIELLE
de Luis Puenzo

Un film émouvant qui lève le voile sur quelques aspects de la dictature des militaires en Argentine.

Forum Arc-en-Ciel 1er (VO), Impérial 2e, 14 Juillet Parnasse 6e (VO), 14 Juillet Racine 6e (VO), George V, 8e (VO), 14-Juillet Bastille 11e (VO), 14 Juillet 15e (VO).

CUORE
de Luigi Comencini

Comment les enfants de la communale sont éduqués dans le civisme et le patriotisme chers à la bourgeoisie en Italie, en 1899. Et comment cela déboucha pour eux sur les champs de bataille de la guerre mondiale, en 1915.

Saint-Germain Village 5e (VO). Sept Parnassiens 14e (VO).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES
d'Emir Kusturica

Dans la Yougoslavie du début des années 50, au moment de la querelle Tito-Staline, les malheurs d'un petit bureaucrate vus par les yeux malicieux et perspicaces de son fils. Un film fin et chaleureux, rempli de notations qui font comprendre bien des aspects de la société yougouslave de cette époque, vécue du côté des petits privilégiés.

Reflet Balzac 8e (V0).

LES NOCES DE FIGARO
de Jean-Pierre Ponnelle

L'opéra de Mozart dont le livret a été directement inspiré par la pièce de Beaumarchais. Une intrigue pleine de surprises et de retournements, assaisonnée d'insolence à l'égard de la bonne société du 18e siècle. Un spectacle réjouissant avec des interprètes de grand talent : Fischer-Dieskau, Kiri Te Kanawa, Mirella Freni, Hermann Prey...

Vendôme 2e (V0).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE
de Woody Allen

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie qutodienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Studio de la Harpe 5e (VO).

COMMUNIQUÉ

Le mime Duval, que beaucoup de nos lecteurs ont pu voir à plusieurs reprises lors de notre fête annuelle, vient d'ouvrir un café "Au Limonaire" où l'on peut se restaurer, bien sûr, mais aussi voir un spectacle.
Le 13 février : groupe Acousnie
Le 20 février : Valérie Ambroise
Le 27 février : Machon à l'orgue de barbarie
Les mercredis : Jazz de 20 h 30 à 21 h 30 et les samedis : accordéon.
"Au Limonaire", 88 rue de Charenton. Paris 12e. Ouvert tous les jours à partir de 11 heures, fermé le dimanche. Tél. : 43.43.49.14.

LA COMÈTE DE HALLEY

La comète de Halley, pour avoir la vedette cette année, est loin d'être unique en son genre. On a repéré jusqu'à présent six cent cinquante comètes, et on en découvre actuellement, en moyenne, cinq par an. Il est encore temps pour ceux qui tiennent à laisser un nom, de le faire au moins dans le ciel, puisqu'une comète conserve le nom de celui qui l'observe le premier.

Il existerait des centaines de milliers de comètes, pensent les astronomes, aux confins du système solaire, bien au-delà des plus lointaines planètes, et seul un accident de parcours permettrait à un petit nombre d'entre elles de plonger vers le soleil et d'apparaître dans nos parages.

Une boule de neige sale : telle est l'idée que se font les astronomes d'une comète. Gelée la plupart du temps, elle fond en s'approchant du soleil, laissant, repoussée par le soleil, une traînée de poussières et de gaz visible depuis la terre sous la forme de la chevelure et de la queue (ou même parfois d'une double queue).

Comme les planètes, les comètes (du moins la plupart) tournent autour du soleil. Mais sur des orbites elliptiques beaucoup plus allongées, et dont la période de révolution est souvent beaucoup plus longue (les 76 ans de la comète de Halley ne constituant pas un record en ce domaine). Il en est même sans doute qui ne font que traverser le système solaire, et qui ne reviendront jamais.

A chaque passage d'une comète, celle-ci perd un peu de sa matière, processus qui la conduira peu à peu à sa disparition... mais cela prendra des milliers d'années.

Les comètes provenant des confins inexplorés du système solaire, à des milliards de kilomètres de la terre, elles constituent de véritables fossiles détenant, dans leur noyau gelé, certains secrets relatifs aux origines de notre système solaire.

Une meilleure connaissance de la nature des comètes peut faire avancer la question de la place de la vie dans l'univers. Les scientifiques savent que l'eau, gelée, constitue l'essentiel des comètes. Mais on a déjà pu aussi déceler à distance des molécules dites organiques, de celles qui représentent les tout premiers maillons de la chaîne de la vie. L'eau et les substances organiques élémentaires semblent omniprésentes dans l'espace, depuis la moindre poussière jusqu'aux corps les plus gros comme les comètes. Il semble donc bien que certaines des conditions de départ qui ont permis l'apparition de la vie sur notre planète soient finalement courantes dans l'univers.

PLANS SUR LA COMÈTE

ALLEZ HALLEY

Non, la comète n'apportera pas des chutes de neige de sept mètres d'épaisseur, et autres pseudo prévisions qui traînent encore ici ou là dans les revues à sensation. Pas plus qu'on ne peut lui imputer les grandes inondations de la Seine dont Paris fut témoin en 1910, lors de son précédent passage, comme certains le firent à l'époque.

Cela fait longtemps qu'on n'associe plus les comètes à des catastrophes, depuis que l'astre imprévisible a livré le secret de son mouvement... depuis un certain Edmund Halley, astronome de son état, et anglais, un jour de 1698.

Les comètes, particulièrement spectaculaires avec leur queue couvrant une portion du ciel parfois grande comme plusieurs fois la lune, ont frappé l'imagination depuis très longtemps. C'est déjà la comète de Halley qui a été représentée sur la tapisserie de Bayeux, présidant à la victoire de Guillaume le Conquérant sur le roi Harold d'Angleterre à Hastings en 1066 : présage de victoire ou de défaite, en l'occurence, tout dépendait du point de vue où l'on se plaçait, du Normand ou du Saxon.

Le peintre italien Giotto s'est très certainement inspiré du passage de la comète de Halley en 1301 pour représenter l'étoile guidant les Rois mages, dans sa Nativité — c'est pour cette raison d'ailleurs que la sonde spatiale européenne qui approchera la comète cette année s'appellera Giotto.

Halley était presque un contemporain de Newton, qui expliqua que les planètes étaient captives du soleil par la gravitation, idée admise non sans mal par les contemporains.

Passe encore pour les planètes, dont les mouvements réguliers étaient connus depuis longtemps, mais les comètes semblaient échapper à toute prévision, et continuaient à nourrir les croyances les plus irraisonnées. Halley était un esprit rationnel, un de ces hommes pour lesquels il n'est rien de ce qui se passe dans le ciel ou sur la terre qui ne puisse être expliqué, convaincu qu'il était que le ciel est matériel tout comme la terre et obéit aux mêmes lois de la physique. Il lui fallait donc trouver la courbe qui décrive enfin l'astre imprévisible. Il s'attela à cette tâche qui lui prit plusieurs années.

Il posa pour commencer que, tout comme les planètes, les comètes devaient être soumises à l'attraction du soleil. Mais il se heurtait à une difficulté : contrairement aux planètes qui tournent régulièrement autour du soleil, les comètes semblaient ne passer qu'une fois et disparaître.

Il ne s'arrêta pas à cette première impression, il se demanda si par hasard certaines comètes ne reviendraient pas à date fixe. Consultant les annales astronomiques, il s'aperçut que trois comètes, celles de 1531, 1607 et 1682, présentaient, à 76 ans d'intervalle, des orbites presque identiques. Il refit tous les calculs et prouva qu'elles ne constituaient qu'une seule et même comète, qui revient tous les 76 ans.

Le triomphe de sa théorie eut lieu en 1758, lorsque, après 76 ans d'absence, la comète réapparut dans le ciel à la date où il l'avait prévu. Mais il ne fut pas là pour le voir. Il était mort en 1743.

On donna son nom à la comète qui est attendue depuis lors tous les 76 ans, et qui revient cette année.

UNE PLÉTHORE DE LIVRES SUR LA COMÈTE

Aucun éditeur n'a semble-t-il voulu manquer le rendez-vous de la comète de Halley, de peur sans doute d'en perdre des retombées. Elle nous vaut donc une pluie d'ouvrages, certes généralement intéressants, mais qui, pour plusieurs d'entre eux, font nettement double emploi. Ce n'est plus une comète, c'est une corne d'abondance !

Nous en avons sélectionné quelques-uns.

"MÉMOIRES D'UNE COMÈTE"

d'Albert Ducrocq

C'est probablement le plus attrayant à lire pour le lecteur non averti, grâce au talent bien connu de vulgarisateur d'Albert Ducrocq. Ecrivant à la première personne (''Moi, comète de Halley, je vais vous raconter ma longue histoire...''), il entraîne le lecteur dans une foule de parenthèses toujours intéressantes, parlant aussi bien des recherches d'Archimède que des possibilités de vie dans le système solaire.

Il raconte bien entendu le cheminement de Halley vers sa découverte.

Il dresse un historique détaillé des avatars des quatre missions spatiales expédiées cette année vers la comète de Halley, qui en feront la mieux étudiée de tous les temps — les Européens, les Japonais, les Russes et enfin les Américains, prestige oblige, se décidant successivement à envoyer leur propre sonde spatiale.

A noter la quasi-absence d'illustration.

☐ *Ed. Plon.* 316 *pages, 75 F.*

Pour les lecteurs qui veulent en savoir plus, deux ouvrages pratiquement équivalents :

''LES COMÈTES - MYTHES ET RÉALITÉ'', *de M. Festou, Ph. Véron et J.-Cl. Ribes.*

Ecrit par trois spécialistes — deux chercheurs au CNRS, et un astronome —, il est de style clair, tout en ayant une optique résolument scientifique. Vous saurez tout sur les comètes, vues sous les moindres coutures. Les auteurs passent en revue aussi tous les passages connus de la comète de Halley depuis la préhistoire.

☐ *Ed. Flammarion. 320 pages, 125 F.*

''HALLEY - LE ROMAN DES COMÈTES'', *de A.C. Levasseur Regourd et Ph. de la Cotardière.*

Très documenté du point de vue scientifique. Courbes, trajectoires, schémas explicatifs clairs, rien n'y manque. Il est en outre très complet sur le chapitre des quatre missions d'observation en cours, précisant leur trajectoire, soit survolant le noyau, soit traversant la chevelure, et disant ce que chacune est à même de moissonner comme information.

☐ *Ed. Denoël, 288 pages, 128 F.*

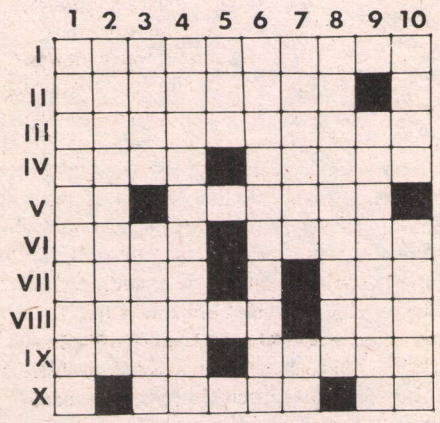
Signalons enfin :

''COMÈTE'', *de Carl Sagan.*
Le plus illustré, pour le prix le plus élevé (190 F environ).

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Pas fréquentable. II. Se lient. III. Livres policiers (en deux mots). IV. En Algérie. Une de ses habitantes célèbres n'apparaît jamais. V. Préfixe. Maquilles. VI. Tous mélangés. Récolteras peut-être. VII. Tradition. Désigné. VIII. Bugle. Est là. IX. Utile. Prise en compte. X. Propre. Sigle meurtrier.



VERTICALEMENT

1. Met un sens en sommeil. 2. Fait saliver. 3. Le centre du monorail. Les photons n'avaient pas de secrets pour lui. 4. On y danse. 5. Orientation. 6. Reviennent. 7. Bien trop grand. Points. 8. De façon opportune. 9. Elles risquent de donner soif. 10. Périodes. Signes de fatigue.

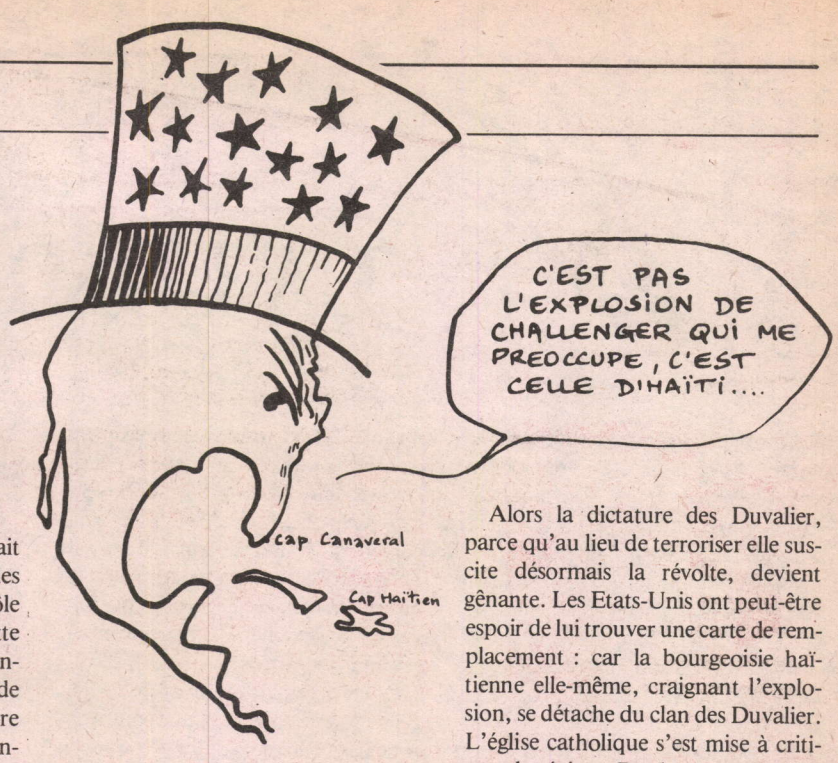
SOLUTION DU N° PRÉCÉDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	I	N	T	I	M	I	S	T	E
II	N	E	U	V	E	■	A	R	■
III	F	R	■	E	T	R	I	E	R
IV	O	V	A	T	I	O	N	N	E
V	R	E	N	T	E	S	■	T	■
VI	M	U	T	E	R	A	■	E	L
VII	A	S	E	■	■	I	R	■	U
VIII	T	E	N	E	B	R	E	U	X
IX	E	■	N	■	R	E	C	R	U
X	U	L	E	M	A	■	U	E	R
XI	R	■	S	E	S	■	L	E	E

INTERNATIONAL

HAÏTI

LES USA A LA RECHERCHE D'UNE DICTATURE DE RECHANGE



Les manifestations contre la dictature continuent à Haïti. Le mercredi 29 janvier, c'étaient 40.000 personnes qui avaient défilé dans les rues de Cap-Haïtien, la seconde ville du pays. Et la fausse nouvelle de la chute du gouvernement haïtien et de la fuite du président Duvalier annoncée le lendemain par le Département d'Etat américain avait suscité une véritable explosion de joie. Ni la réapparition du dictateur, ni la décision d'imposer l'état de siège, ni la répression, qui aurait fait d'après le journal *Le Monde* plus que quatre cents morts depuis le 31 janvier, n'ont suffi à enrayer les démonstrations d'opposition au régime.

Et c'est bien d'ailleurs le fait qu'aujourd'hui la terreur imposée par la dictature de Jean-Claude Duvalier, par son armée et surtout par la milice personnelle du clan Duvalier, les tristement célèbres "tontons macoutes" ne suffit plus à contenir la colère des masses opprimées, qui amène les Etats-Unis à modifier leur attitude vis-à-vis de cette dictature. La gaffe commise par le porte-parole de la Maison-Blanche était-elle une façon détournée d'indiquer au dictateur la porte qu'on aimerait bien lui voir prendre, une hâte un peu trop grande à annoncer une démission que l'ambassadeur des USA dans le pays croyait avoir obtenue (comme le suggérait *Le Monde* du 4 février), ou une stupide erreur d'interprétation d'un communiqué ? Qu'importe. Car on n'aurait pas annoncé aussi vite et sans vérification la chute d'un gouvernement, s'il s'était agi d'un ami qu'on tenait à maintenir au pouvoir.

D'après le correspondant à Washington du journal *Le Monde*, l'idée que la chute de Duvalier ne serait qu'une question de temps, qu'il serait nécessaire de lui trouver une solution de remplacement, ferait *"l'unanimité tant à la Maison-Blanche qu'au Département d'Etat"*. Même si le chef de la diplomatie américaine, George Shultz, s'exprime de façon plus nuancée : *"Je pense*, a-t-il déclaré, *qu'il est important que nous prenions position pour ce que nous souhaitons : davantage de liberté et un processus démocratique... et que nous y travaillions"*. ; il laisse ainsi ouverte la possibilité d'imposer à Duvalier même un assouplissement de son régime.

Car, de toutes les grandes puissances, les Etats-Unis, au premier chef, sont préoccupés par la situation à Haïti. Ce sont eux qui ont dans ce pays le plus d'intérêts économiques depuis qu'ils y ont définitivement supplanté la France en 1915. Ce sont eux qui sont inquiets aussi du danger que pourrait représenter, à leurs yeux, une révolte en Haïti, pour le maintien de leur ordre dans toutes les Caraïbes et en Amérique centrale.

De 1915 à 1934, les Etats-Unis gouvernaient même directement Haïti, qu'ils avaient décidé d'occuper militairement. Cette occupation avait permis entre autres aux banques des Etats-Unis de prendre le contrôle financier de l'île (c'est depuis cette époque que le dollar est en Haïti monnaie nationale, à l'égal de la Gourde haïtienne). Un certain nombre d'entreprises nord-américaines vinrent s'installer en Haïti, dont la Hasco, compagnie sucrière qui domine encore l'industrie sucrière en Haïti.

Depuis 1934, Haïti a officiellement recouvré sa souveraineté. Mais derrière les présidents qui se succédèrent au pouvoir, dominait de fait l'armée haïtienne mise en place et formée par les Etats-Unis. Elu président en 1957, le docteur François Duvalier, père de l'actuel dictateur, s'était présenté comme le représentant des Noirs contre les Métis favorisés sur lesquels reposaient les régimes précédents, comme le docteur des pauvres et se faisait surnommer "papa doc". Il faisait à l'occasion un peu de démagogie anti-américaine pour soigner sa popularité. En même temps, pour asseoir définitivement son pouvoir et ne pas être uniquement à la merci de l'état-major de l'armée, il asseyait sa dictature non seulement sur les forces armées, comme ses prédécesseurs, mais aussi sur une milice civile toute dévouée au clan des Duvalier, les Volontaires de la Sécurité Nationale, surnommés "tontons macoutes", qui pratiquent l'assassinat et vivent directement sur la population qu'ils rackettent. Mais cette dictature de François Duvalier, qui se fit proclamer *"président à vie"* (un titre dont son fils a hérité), était bien trop commode à tous ceux qui vivaient de la surexploitation du peuple haïtien pour que les USA ne lui pardonnent pas les quelques petits gestes d'indépendance qu'il faisait pour la façade, épisodiquement et le soutien des Etats-unis à la dictature de François Duvalier, puis à celle de son fils Jean-Claude, a duré jusqu'à aujourd'hui.

(AFP)

Manifestation à Saint-Marc, au nord de Port-au-Prince.

Aujourd'hui, les intérêts économiques nord-américains en Haïti sont toujours présents. Notons d'ailleurs que nombre de sociétés françaises aussi continuent à faire des affaires dans ce pays, comme la BNP, Renault, Citroën... Mais, ils ne sont probablement pas la principale raison de l'inquiétude que cause au gouvernement américain la situation en Haïti. Leur principal souci est surtout qu'une explosion sociale en Haïti, dont les manifestations actuelles sont peut-être le début, pourrait avoir des répercussions considérables dans toute la région : dans l'autre moitié de l'île, Saint-Domingue, bien sûr, où les USA avaient dû en 1965 débarquer leurs "Marines" pour écraser la population, et où vivent des dizaines de milliers d'Haïtiens surexploités dans les plantations de canne à sucre ; dans toutes les Caraïbes ; et dans les quartiers pauvres de capitales d'Amérique centrale, où vivent aussi des immigrés haïtiens ; enfin aux Etats-Unis mêmes 300 000 Haïtiens fuyant la misère et la dictature vivent à Miami, 500 000 dans les quartiers noirs de New York. Et dans les Antilles françaises aussi on a pu voir en juillet dernier des travailleurs haïtiens au coude-à-coude avec les Guadeloupéens sur les barrages contre les gendarmes français.

Alors la dictature des Duvalier, parce qu'au lieu de terroriser elle suscite désormais la révolte, devient gênante. Les Etats-Unis ont peut-être espoir de lui trouver une carte de remplacement : car la bourgeoisie haïtienne elle-même, craignant l'explosion, se détache du clan des Duvalier. L'église catholique s'est mise à critiquer le régime. Des hommes d'affaires haïtiens demandent des changements démocratiques, alors que l'industrie touristique est en train de péricliter et que les banques et investisseurs étrangers préfèrent retirer leurs billes, jugeant la situation trop peu sûr.

Les "tontons macoutes" de Duvalier, pris à partie par la population, avaient tendance à se cacher ces derniers jours, au point que Duvalier a dû leur ordonner de remettre leurs uniformes, auxquels ils commençaient à préférer la tenue civile, pour être moins repérables. Mais l'armée haïtienne, elle, est toujours là. Elle peut continuer à jouer son rôle contre la population, quand c'est nécessaire. Elle pourrait aussi servir peut-être de carte de rechange, bien que son état-major ait été encore récemment remanié par Duvalier pour y mettre des gens plus fidèles à sa personne. N'a-t-on pas entendu, lors des dernières manifestations, à côté des *"A bas Duvalier"*, lancer des *"Vive l'armée"* ?

Mais, comme vient de le montrer le faux-pas du Département d'Etat américain, les choses ne sont pas si simples pour ceux qui veulent se débarasser d'une vieille dictature afin de mieux prolonger l'oppression : il leur faut trouver et un gouvernement de remplacement et une façon de renverser le régime en place, qui fasse illusion sans tout de même susciter trop d'espoirs aux yeux des masses populaires ; et ils ont toujours la crainte que la chute de l'ancien dictateur n'accélère la lutte pour une plus grande justice sociale de ceux qui se croiraient libérés.

C'est pourquoi, en même temps qu'ils cherchent à infléchir ou à remplacer le régime de Duvalier, les Etats-Unis ont envoyé 17 000 "Marines" dans les Caraïbes pour être, si besoin, à pied d'œuvre.

Gaston DEVAU

DÉTOURNEMENT DE L'AVION LIBYEN

LE TERRORISME DES ÉTATS EN GUERRE CONTRE LES PEUPLES

Mardi 4 février, le chasse israélienne interceptait un avion civil libyen qui ramenait de Tripoli à Damas des dirigeants politiques syriens et libanais.

Apparemment, les services secrets israéliens espéraient kidnapper des dirigeants palestiniens, Georges Habache en particulier, le leader du FPLP. Il aurait effectivement dû être à bord de l'appareil s'il n'avait modifié son itinéraire à la dernière minute.

Acte de piraterie ; les lois internationales sont bafouées, a-t-on entendu de toute part, y compris de la part du ministère français des Relations extérieures. Bien sûr.

La France, dont le ministre des Relations internationales condamne l'acte israélien, s'est récemment illustrée à Auckland, en Nouvelle-Zélande, en sabordant le navire pacifiste de Greenpeace. Et le détournement d'avion est aussi une spécialité française : en 1956, la chasse française détournait l'avion qui transportait le dirigeant du FLN algérien, Ben Bella, qui fut incarcéré par la France jusqu'en 1962. A l'époque aussi il s'agissait, paraît-il, de lutter contre le "terrorisme"...

Dans l'affaire du détournement de l'avion libyen, les Etats-Unis se sont démarqués du bout des lèvres : c'est seulement il y a quelques semaines que la chasse américaine détournait un avion égyptien pour capturer les auteurs du détournement de l'*Achille Lauro*...

Les dirigeants de l'Etat d'Israël ont déclaré la guerre au peuple palestinien. Ils feignent de s'indigner lorsque des combattants se lèvent, prennent les armes. Ils s'indignent et ripostent au nom de la lutte contre le "terrorisme". Et, en représailles, ils déchaînent tous les moyens dont dispose l'Etat sioniste contre des villages arabes, dans les territoires occupés, au Liban, semant la terreur contre la population pour isoler les combattants palestiniens... L'armée française n'a pas fait autrement en Algérie. Toutes les armées coloniales n'ont pas agi autrement contre les peuples qu'elles voulaient écraser.

Les dirigeants sionistes appliquent la loi du plus fort, affichant leur mépris pour tout ce qui est plus faible qu'eux, se permettant d'agir comme bon leur semble : raid sur le quartier général de l'OLP à Tunis, détournement d'avion... Par tous les moyens, ils cherchent à avoir la peau des dirigeants palestiniens, et les tueurs de leurs services secrets y parviennent parfois. Forts de l'appui et de l'exemple des Etats-Unis, ils agissent dans tout le Proche-Orient comme en pays conquis.

Mais le règne de la force ne dure qu'un temps. D'autres qu'eux se sont crus invincibles, jusqu'à leur effondrement. En ce moment même, en Afrique du Sud, les dirigeants racistes ne parviennent plus, par la seule force, à contenir la colère du peuple noir qu'ils tenaient pour quantité négligeable...

Les dirigeants sionistes feront la même expérience, tôt ou tard. Mais, avec eux, c'est toute la population israélienne, qu'ils ont emmurée dans le sionisme, qui risque d'en faire les frais.

Jean-Jacques FRANQUIER

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995